

DOSSIER

Coordonné par Jean-Louis Colombiès, en collaboration avec Marie-Laure Davy, directrice Qualité, innovation et ressources à la Fédération Léo Lagrange.

LA PAUSE MERIDIENNE TEMPS PÉRISCOLAIRE... OUI MAIS ÉDUCATIF !

Plus personne ne l'ignore, le temps des enfants à l'école déborde largement du temps de l'école proprement dit, faisant donc du temps périscolaire – pause méridienne, accueils du matin et du soir – un réel enjeu. Pionnières en la matière, les associations éducatives complémentaires proposent de conjuguer ambition éducative et respect du temps de loisir des enfants. Mais, politiques d'accueil de loisirs ou simples garderies, les choix diffèrent selon les territoires, créant de véritables inégalités dans un secteur où l'État est curieusement absent.

Par souci de clarté, *Loisirs Éducation* a choisi de réaliser un état des lieux en deux temps avec un zoom dans ce dossier sur la pause méridienne, suivi d'un autre dans la revue de juin sur les accueils du matin et du soir, même si le temps périscolaire constitue un tout relevant d'un projet global.

INCLURE LA PAUSE MÉRIDienne DANS UN VRAI PROJET ÉDUCATIF p. 2-3

COMPRENDRE

Le cadre légal page 3

La pause méridienne temps de récupération, par René Clarisse, maître de conférences en psychologie page 4

Une formation de la cuisine à la salle, par la Ligue de l'enseignement page 5

« Il faut ouvrir les enfants à autre chose », par la Fédération Léo Lagrange page 6

VOIR

Une même association pour gérer repas et animation, à Pelousey page 7

Entre deux sonneries, deux heures pour « souffler », à Toulouse pages 8-9

LE JEU DES ACTEURS

« Est-ce qu'ils ont aimé ce que nous avons préparé ? », à Paris page 10

L'accompagnement du repas, à Juvisy page 11

Tous ensemble pour une pause de qualité, témoignage de la FCPE page 12

La pause méridienne sous les coûts page 13

Une charte de la pause méridienne, à Torcy page 14

DÉBAT

Comment faire évoluer la pause méridienne vers plus d'éducatif ?

Débat entre la Fédération Léo Lagrange, la Fédération nationale des Francas et la Ligue de l'enseignement pages 15 à 17

BIBLIOGRAPHIE page 18

Inclure la pause méridienne dans un projet éducatif

Par Jean-Louis Colombières



© Jean-Louis Colombières - La JPA

LA GARDERIE ENTRE MIDI ET DEUX A FAIT SON TEMPS ! SEUL UN ACCUEIL ÉDUCATIF PÉRISCOLAIRE RÉPONDANT À DES CRITÈRES DE QUALITÉ EN MATIÈRE D'ALIMENTATION, DE SERVICE, ET D'ANIMATION PERMETTRA D'ALLER VERS LA « RESTAURATION » COMPLÈTE ET INDISPENSABLE À LAQUELLE ONT DROIT TOUS LES ENFANTS. UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC À DÉVELOPPER.

Cantine ou pas de cantine ? Avec garderie ou avec accueil de loisirs périscolaire ? C'est selon où vous habitez ! La pause méridienne, dont tous les spécialistes soulignent l'importance dans le rythme de vie quotidien des enfants varie d'une région ou d'une ville à l'autre.

Garant d'une école de la République, l'État n'exerce aucune responsabilité sur ce temps qui pourtant partage la journée scolaire. La pause méridienne n'entrant pas dans leurs compétences obligatoires, les communes organisent ou non ce temps selon leur choix et parfois leurs moyens. Héritage du XX^e siècle, cette situation paraît aujourd'hui totalement décalée dans une société urbanisée où se combinent les effets de la généralisation du travail des femmes, des solidarités familiales distendues, et l'augmentation des temps de déplacement. Situation aberrante aussi si l'on songe

désormais à l'amplitude de la journée d'un enfant passée à l'école. Le temps à l'école débordant largement du temps de l'école proprement dite.

L'accès de tous les enfants à un repas chaud et équilibré, garantie minimale pour son développement comme pour son activité scolaire, est un enjeu. L'augmentation de la pauvreté et de la précarité qui oblige certaines communes à faire face à des situations dramatiques avec des repas à très faible coût, voire gratuits nous le rappelle aujourd'hui.

La pause méridienne doit aussi permettre à l'enfant de « se restaurer » dans tous les sens du terme. Outre le repas, elle doit permettre la coupure, la détente, le loisir, le jeu, le repos entre deux longues séquences scolaires où des apprentissages vont nécessiter efforts et concentration.

Pourtant, elle est aujourd'hui encore un objet éducatif pas tout à fait identifié. Son cadre légal appelé ci-contre suscite de nombreuses questions écrites des parlementaires qui relaient les inquiétudes d'élus locaux tenaillés par des enjeux juridiques, financiers et éducatifs.

**la restauration
scolaire sert
annuellement
quatre
cent millions
de repas**

Malgré des carences dans certains territoires, la restauration scolaire sert annuellement quatre cent millions de repas à six millions d'enfants, soit un sur deux en primaire. Face à la « malbouffe » et l'obésité qui sévissent, face aux nouvelles exigences de qualité des produits alimentaires, sans parler de produits « bio » ou de circuits courts, la restauration scolaire doit assumer de plus en plus une mission d'éducation à la santé et au goût. Une évolution qualitative rendue obligatoire par la loi de moder-

nisation de l'agriculture de juillet 2010.

Les conditions de prise de ces repas et plus généralement l'organisation du temps de la pause méridienne restent encore parfois trop négligées. La garderie sans ambition éducative n'est pas une solution durable. En effet, la demande des parents sur la restauration se double souvent d'une demande d'un encadrement éducatif indispensable pour « rentabiliser » l'investissement sur la qualité alimentaire. Qualité doit rimer désormais avec calme, convivialité et éducation au goût, qui sont aussi le résultat d'une présence des divers adultes. Chacun à leur place devant apporter une touche éducative nécessitant formation des personnels de service, encadrement suffisant.

De plus en plus d'enseignants soulignent également que le temps de pause méridienne est aussi un enjeu pour l'équilibre des enfants qui influe sur les conditions de reprise de la classe l'après-midi. Livrés à eux-mêmes dans la cour ou sous le préau, avec une simple surveillance, les enfants ne bénéficient pas des conditions favorables pour pouvoir « se restaurer » en vivant leur vie d'enfant. Ils ont besoin de

temps pour soi, de pouvoir choisir de lire seul, de jouer avec d'autres, de participer à une activité de loisirs organisée ou de ne rien faire. Ce type de choix nécessite paradoxalement une véritable action éducative d'adultes évitant les pièges du dévouement ou de l'activisme.

Les conditions pour une pause méridienne de qualité sont largement connues. Quelque soient les noms, depuis longtemps déjà, à l'initiative d'associations complémentaires de l'école, existent des accueils de loisirs périscolaires municipaux ou associatifs. Dans ces villes, parents et enseignants ne voudraient en aucun cas revenir aux anciennes garderies. Ces acteurs ont tracé la voie d'une pause méridienne incluse dans un véritable projet d'accueil de loisirs périscolaire, lui-même partie prenante d'un projet éducatif local sur l'articulation temps libre et temps scolaire. Ces expériences qui n'en sont plus prouvent qu'il existe des solutions éducatives. En grande partie reprises par la démarche de certification avec la norme Afnor « service restauration scolaire ». Il est donc temps de sortir des ambiguïtés. Les organisations membres de la confédération JPA soulignent la nécessité d'un service public prenant en charge les temps périscolaires et donc la pause méridienne. Sa mise en œuvre, municipale ou déléguée à des associations, devrait garantir les aspects sociaux et éducatifs fondamentaux de ces temps. Le socle existe déjà avec l'engagement progressif des collectivités, avec l'appui financier des Caisses d'allocations familiales malgré leur actuel désengagement inacceptable sur le temps de repas. Une action de régulation de l'État en matière de politiques éducatives locales pourrait aussi réduire les inégalités territoriales. La cohésion sociale est aussi à ce prix. ■

Pause méridienne : le cadre légal

Par Bruno André-Burel et Jean-Louis Colombiès

SI LES COMMUNES N'ONT PAS L'OBLIGATION D'ORGANISER LA RESTAURATION SCOLAIRE, CERTAINES CONDITIONS DE MISE EN PLACE ENTRAÎNENT UNE DÉCLARATION EN ACCUEIL DE LOISIRS PÉRISCOLAIRE.

Ni la restauration scolaire ni les activités d'animation n'entrent dans les compétences obligatoires des communes et ne relèvent de la responsabilité des écoles primaires ou maternelles. En matière de restauration, les textes officiels concernent les tarifications, les règles d'hygiène et sécurité, et depuis la loi de modernisation de l'agriculture du 28 juillet 2010 (décrets d'application en cours de publication) les menus, pour mieux coller aux préconisations de santé publique en termes de nutrition et de fréquence des plats proposés. Si la responsabilité de la commune organisatrice de ce temps est établie, aucune norme d'encadrement ne s'impose à elle aujourd'hui.

SE DÉCLARER OU PAS EN ACCUEIL DE LOISIRS ?

L'instruction du 22 novembre 2006¹ requiert de déclarer en accueil de loisirs, les accueils périscolaires du matin, du midi et du soir s'ils sont conçus autour d'activités organisées pour un public régulier pendant une durée journalière minimale de deux heures, sans préciser la continuité de cette durée. Le projet éducatif est alors obligatoire. Néanmoins la pause méridienne ne peut à elle seule justifier une déclaration en accueil de loisirs, d'autant plus que le temps réel du repas

peut être différencié du temps de la pause méridienne. Ce temps méridien en dehors du repas peut alors être considéré comme un temps de garderie, de surveillance intérieure ou extérieure sans projet éducatif particulier. Dans cette situation, la pause méridienne n'est pas à déclarer.

Toutefois, il est probable qu'en cas de problème grave, les tribunaux reprochent à l'organisateur de la pause méridienne de ne pas avoir opté pour la déclaration d'un accueil collectif de mineurs car l'objectif premier est de mieux assurer la protection des mineurs par un encadrement suffisant et qualifié².

Lorsque que la pause méridienne est déclarée « Accueil de loisirs périscolaire » le projet éducatif inclut d'autres temps périscolaires comme ceux du matin ou du soir juste après les cours. Les conditions d'encadrement prévues par le CASF³ sont spécifiques : 1 an-

imateur pour 14 pour les plus de 6 ans et 1 pour 10 pour les moins de 6 ans. Seul l'accueil de loisirs périscolaire déclaré peut bénéficier de la prestation de service ordinaire des CAF. Cette aide financière contribue à la mise en place des activités organisées.

La norme Afnor préconise enfin des taux intermédiaires à examiner dans la globalité de la qualité mise en œuvre et comme une étape dans une démarche.

Enfin, en matière de sécurité dans tous les cas, une commune organisatrice ne peut s'exonérer d'une obligation de prudence et de diligence. ■

(1) Instruction n°06-192 JS au BOJSVA n°21 du 30.11.2006.

(2) Question écrite n° 02573 publiée dans le JO Sénat du 26/09/2002.

(3) CASF, art. R 227-16, Décret du 26 juillet 2006.

CAF : régression sur le temps de repas

À l'initiative de la CNAF¹, certaines CAF² amputent désormais la PSO³ d'une demi-heure, temps estimé du repas, considéré donc de fait comme un temps non éducatif. Cela constitue un coût supplémentaire à la charge des communes et des associations qui ont fait le choix de l'éducatif à la pause méridienne. C'est une véritable régression qui va à l'encontre de la recherche de plus de qualité pour la pause méridienne que les CAF ont toujours soutenu jusque-là. ■ J-L C

(1) Caisse nationale d'allocations familiales.

(2) Caisse d'allocations familiales.

(3) Prestation de service ordinaire.



La pause méridienne, temps de récupération

Par René Clarisse

RENÉ CLARISSE, MAÎTRE DE
CONFÉRENCES EN PSYCHOLOGIE¹,
PROPOSE QUELQUES POINTS DE REPÈRES
POUR UNE PAUSE MÉRIDIENNE
RESPECTUEUSE DES RYTHMES DE L'ENFANT.

notamment auprès des enfants les plus en difficulté seraient plutôt à éviter.

La pause du midi, c'est un moment qui doit bénéficier d'une approche différenciée selon les enfants. Dans l'idéal, les locaux et l'encadrement éducatif présent devraient permettre que selon l'état de fatigue des enfants, ils puissent accéder à des activités de grand groupe, de groupe réduit ou individualisé, en espace couvert ou en espace de plein air. L'ergonomie des lieux est évidemment convoquée dans cette réflexion (sonorisation, luminance, organisation de l'espace...). Ces moments de détente comme celui de la restauration doivent pouvoir préserver éveil, éducation, ritualisation et socialisation. Le repas lui-même est un temps de partage entre pairs dans un espace où ne sont pas ignorés les règles et les repères éducatifs auxquels participent les adultes, l'équipe éducative. C'est aussi un temps fort et privilégié pour préserver la mixité sociale et culturelle.

Loin d'être exhaustifs, du point de vue de la psychologie de l'éducation et de celui de l'étude des rythmes de l'enfant, voici quelques points de repères qui nous paraissent devoir être présents dans la réflexion sur l'aménagement de la pause méridienne. ■

(1) A l'Université de Tours.

(2) Reinberg, A. & Smolensky, M. (1983). *Biological rhythms and medicine*. Springer-Verlag : New York.

(3) Clarisse, R., & Le Flo'h, N. (2008). *Analyses des idées reçues et des controverses relatives au sommeil de l'enfant et de l'adolescent*. In F. Testu (Ed.), *Rythmes de vie et rythmes scolaires*. Paris : Masson, 20-32.

La question de l'aménagement de la pause méridienne conduit à considérer au moins deux aspects qui participent sans doute aux réponses éducatives à apporter. Le premier concerne ce que nous savons en matière de rythmes à l'usage de pause méridienne et le second revendique le caractère pleinement éducatif de ce moment de la journée

LA PAUSE MÉRIDIENNE, UN MOMENT CHARNIÈRE DE LA JOURNÉE EN MATIÈRE DE RYTHMES

Est-il utile de rappeler tout d'abord que la pause méridienne désigne un moment particulièrement sensible en matière de rythme journalier. Il correspond à une période de moindre efficacité de l'organisme. Précisons ici que contrairement aux idées reçues, cette fragilité de milieu de journée n'est pas liée à l'attente ou à l'effet de la prise alimentaire. Selon les résultats rapportés par les chronobiologistes², chez l'homme la réduction des performances observée selon les âges entre 12h00/12h30 et 15h00 fait bien partie du profil biologique et psychologique journalier.

Fort de ce constat, l'aménagement de la pause méridienne apparaît donc comme une question tout à fait majeure pour qui se préoccupe du respect des rythmes de l'enfant. Cette précaution conditionne la capacité de l'enfant à pouvoir poursuivre dans de bonnes conditions la suite de la journée. Il est donc acquis

que la possibilité de récupération, la qualité de la reprise d'activité de l'après-midi et la disponibilité à de nouveaux apprentissages dépendent pour partie de la qualité de l'aménagement de la pause méridienne. À ce stade, nous ne pouvons éviter d'évoquer la question de la sieste pour les plus jeunes et du repos et de la détente nécessaire pour tous sur ce temps méridien. Alors, comment faire admettre à une société qui court chaque jour un peu plus vite et qui « fait la chasse » à tout ce qu'elle soupçonne d'être des moments perdus ou non productifs que les enfants ont besoin de récupérer et particulièrement à ce moment de la journée³.

Si les rythmicités biologiques et psychologiques diffèrent selon les individus et selon le stade de leur développement, en revanche aucun organisme n'échappe à ce besoin de récupération, qu'il prenne la forme d'une sieste, de moments d'évasion et/ou d'inactivités, de rêveries, de confidences entre pairs.

Voilà pourquoi nos préconisations en matière de rythmes revendiquent un aménagement du temps qui préserve dans l'idéal une interruption des activités scolaires de deux heures sous réserve que cette pause bénéficie d'une véritable réflexion éducatrice.

LA PAUSE MÉRIDIENNE UN TEMPS ÉDUCATIF À PART ENTIÈRE

Si l'on aborde à présent le contenu de ce temps méridien, au regard des différents éléments qui viennent d'être rappelés, une première observation s'impose l'introduction d'activités soutenues et exigeantes du point de vue cognitif et/ou émotionnel, les séquences de soutien scolaire

*...une société
[...] qui « fait
la chasse »
à tout ce qu'elle
soupçonne d'être
des moments
perdus*

Une formation de la cuisine à la salle

Propos recueillis par Bruno André-Burel

DES STRUCTURES DÉPARTEMENTALES DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT PROPOSENT DES FORMATIONS À LA GESTION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE. MICHEL LE JEUNE, RESPONSABLE DU CENTRE NATIONAL DE RESSOURCES RESTAURANTS D'ENFANTS ET DE JEUNES DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, PRÉSENTE LES BUTS POURSUIVIS DANS CES FORMATIONS

Quels sont les points essentiels pour que la pause méridienne en milieu scolaire soit à la fois une pause, un repas convivial et un temps éducatif ?

J'insiste sur le fait que l'enfant doit être au centre du service à rendre, un service rendu proche des besoins de l'enfant et mis en œuvre avec une démarche éducative. Cette pause méridienne située entre deux périodes scolaires est aussi et surtout un temps de récupération pour l'enfant, de détente pendant lequel il doit avoir une alimentation et un accueil de qualité. Quand je m'adresse aux personnes qui accompagnent les enfants pendant le repas, je leur propose de réfléchir à la question suivante : est-ce que vous servez des repas ou est-ce que vous servez des enfants ? La manière d'encadrer et d'animer compte également mais agissons pour que ce temps de pause appartienne aussi à l'enfant, temps pendant lequel il peut ne rien faire ou s'organiser avec ses camarades. J'ajoute que cette pause prépare également à la reprise scolaire. Donc faisons attention aux rythmes et aux enjeux éducatifs. Enfin,

j'indiquerais deux points clé : l'organisation matérielle et les compétences humaines. Nous avons besoin de personnes qualifiées conscientes des enjeux d'éducation et de conditions organisationnelles allant dans le sens de la mise en œuvre du projet éducatif de la pause méridienne.

Quelles sont la démarche de formation et les bonnes pratiques pour qu'une association ou une collectivité puisse mieux appréhender et mettre en œuvre la pause méridienne ?

Tout d'abord, il est indispensable qu'un projet de service « pause méridienne » soit élaboré par l'association ou la collectivité en amont de toute formation. Ce projet doit indiquer clairement les choix éducatifs, comme l'autonomie des enfants et leur implication, le type de service, les animations... Puis, il y a l'aspect organisationnel (aménagement

des locaux, déroulement du repas, participation des enfants...) et enfin le processus de formation du personnel. Ce processus de formation peut s'envisager de différentes manières. Tout d'abord la formation peut concerner l'équipe entière – animateur, cuisinier, agent de service, cadre – et associer les parents et les enseignants de façon à coproduire un projet d'amélioration du service. Les sujets abordés traverseront tous les enjeux de ce temps et permettront aux participants de développer leurs compétences professionnelles dans l'intérêt des enfants et de la communauté éducative. Nous sommes ici dans un processus de formation à la fois individuel et collectif, qui a pour but d'améliorer le projet et le fonctionnement à court terme comme à long terme.

La formation peut aussi s'organiser autour de thèmes comme l'éducation nutritionnelle, les comportements difficiles, les rythmes ou le service en salle. Ce choix de contenus risque d'aboutir à une formation par métier sans construire une culture commune entre les membres accompagnant la pause méridienne. C'est-à-dire que l'animateur ne se formera pas avec le cadre ou l'agent de

▲ En formant ensemble animateurs, cuisiniers, agents de service, cadres, voire aussi parents et enseignants, chacun participe à la coproduction d'un projet d'amélioration du service de restauration.

service. Ce qui peut être dommage. Nous pouvons éviter cela si cet aspect n'est qu'un approfondissement de la première proposition dans laquelle l'équipe entière est formée. Cette formation par thèmes peut aussi être un moment de formation en inter-collectivités. Celle-ci permet aux personnels de différentes collectivités ou diverses associations de se former ensemble pour échanger et s'inspirer des expériences et des réflexions des autres. Généralement la réussite d'un projet de formation tient à la volonté commune de progresser et aux moyens mais aussi, par la suite, à l'accompagnement, par les responsables, des personnes impliquées dans le projet.

Que peut-on dire des critères qualitatifs nécessaires à la pause méridienne ?

Selon le projet éducatif, l'accent pourra être différent sur certains points mais l'ensemble des points est déterminant pour un projet de qualité. La Ligue de l'enseignement travaille toujours autour de son concept restaurants d'enfants et de jeunes « Bien accueillir, bien nourrir, bien éduquer, bien gérer ». Évidemment, le choix de la qualité des aliments est indispensable. Cela dit, cette qualité se



© Jean-Louis Colombès - La JPA



© DR

traduit de différentes manières. C'est aussi bien le choix d'un aliment labellisé, l'importance de produits alimentaires bien cuisinés ou le choix d'installations de préparation ou de cuisson conservant la qualité gustative des produits.

J'ai également envie de dire qu'il importe que le personnel, l'accompagnant ou le cuisinier soit à l'aise dans leur poste de travail. Ils sont acteurs de la réussite du projet. Il ne faut donc pas réduire leur rôle à la surveillance pour l'un ou au réchauffement des plats pour l'autre. Le suivi et la formation sont les principaux outils de leur valorisation.

La Ligue de l'enseignement fait partie de la Commission de la norme Afnor X50-220 sur la restauration scolaire. Cette norme est une référence pour les collectivités locales qui leur permet d'obtenir une reconnaissance et de pouvoir communiquer sur la qualité globale fournie aux enfants et aux familles. Depuis 2008, un cahier des certifications 431 permet aux communes de se faire certifier. Que peut-on dire de la norme Afnor ?

Cette norme a le mérite d'avoir additionné des critères qualitatifs contenus dans les référentiels historiques de la restauration scolaire de différentes structures. Elle a été élaborée par plusieurs professionnels et plusieurs experts qui ont partagé leurs expériences et connaissances pour construire un référentiel commun qui place un certain nombre d'exigences incontournables pour pouvoir qualifier un service « de qualité ». Mais elle précise également un certain nombre de recommandations qui permettent de faire encore mieux. Chaque collectivité peut ainsi faire le point et se construire une marge de progression. Aujourd'hui cette norme va évoluer pour être revue pour le premier degré et être étendue aux établissements du second degré. ■

WEB www.resto-enfant-jeune.org

« Il faut ouvrir les enfants à autre chose »

Propos recueillis par Éveline Coggiola-Tamzali

MARIE-LAURE DAVY¹, DE LA FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE, CONSEILLE DE PROPOSER DURANT LA PAUSE MÉRIDIDIENNE

DES ACTIVITÉS CULTURELLES, DES DÉBATS ET DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES. À CONDITION QUE LE TAUX D'ENCADREMENT ET LE TEMPS IMPARTI LE PERMETTENT.

Quel type d'activité peut-on proposer aux enfants ?

La pause méridienne porte bien son nom, les enfants sont en pause. Il ne faut pas les occuper pour les occuper. On n'est pas sur un temps d'école, donc on n'est pas là pour apporter des savoirs en tant que tels, il faut ouvrir les enfants à autre chose. Des activités culturelles ou physiques et sportives me semblent les plus adéquates. Dans la Fédération Léo Lagrange, on développe des programmes sur la lutte contre les discriminations et des activités pour amener l'enfant à débattre et à réfléchir. Des moments de débat peuvent être les bienvenus. En revanche, proposer des activités physiques intenses après un repas, donc pendant la digestion, ne me semble pas recommandé. D'autant que les enseignants souhaitent retrouver des enfants calmes, sereins et prêts à reprendre les activités scolaires sans trop de difficultés. Enfin, rappelons que les enfants ont aussi le droit de rester dans la cour sans rien faire et de vivre leur vie d'enfant.

Quels sont les paramètres qu'il faut prendre en compte ?

D'abord la durée impartie. S'il n'y a qu'une heure trente de pause, c'est difficile de mettre en place des activités. Comme il y a souvent plusieurs services, l'activité viendra avant le repas de certains enfants, et pour d'autres après, mais de toute manière elle n'excèdera pas quarante minutes. Actuellement, l'aide individualisée ou l'accompagnement éducatif peut aussi venir empiéter sur le temps de pause. La mise en place de diverses activités dépend également du nombre d'animateurs. Si on veut que les enfants soient à peu près sereins, pas trop fatigués, qu'ils aient mangé correctement, aient compris ce qu'ils mangeaient et qu'ils aient eu du temps pour faire des activités mais aussi pour être avec leurs copains, il faut un nombre suffisant de personnes présentes. S'il y

a deux animateurs pour cent enfants, on ne peut pas demander que des activités soient organisées en ateliers !

Et la pause méridienne en couleur ou en centre de loisirs ?

Celle-ci fait totalement partie du projet éducatif, c'est la différence fondamentale. La journée entière est maîtrisée par les mêmes animateurs. Ils sont aussi nombreux pour l'activité du matin que pour la pause méridienne. Quand on

a eu les enfants toute la matinée, le temps du repas est plus facile à gérer car on sait ce qui s'est passé avant, on a plus d'atouts pour comprendre les comportements et adapter les réponses. Comme les animateurs sont souvent plus nombreux que lors d'une pause méridienne durant une journée scolaire, la gestion de l'individu dans le groupe est aussi plus facile. ■

(1) Directrice Qualité, innovation et ressources.



© Fédération Léo Lagrange



© Francas du Doubs

Une même association pour gérer repas et animation

Par Isabelle Giffart

DEPUIS SEPT ANS, LES FRANCAS DU DOUBS GÈRENT LA TOTALITÉ DE LA PAUSE MÉRIDIENNE, RESTAURANT SCOLAIRE ET ANIMATION, DES ÉCOLIERS DU VILLAGE DE PELOUSEY. C'EST AUSSI LA MÊME ÉQUIPE QUI ACCUEILLE LES ENFANTS AVANT ET APRÈS L'ÉCOLE ET PENDANT LES VACANCES. UN RÉEL SOUCI DE CONTINUITÉ ÉDUCATIVE.

Les enfants de Pelousey, joli village de 1 435 habitants à 11 km de Besançon, ont bien de la chance ! Leur groupe scolaire (maternelle et primaire) et leur centre de loisirs qui est aussi le centre d'accueil périscolaire, ouvert avant et après la journée de classe, se trouvent nichés au cœur d'un parc dédié tout entier aux activités des enfants, loin de toute circulation.

À l'origine, la commune avait un centre de loisirs pour accueillir les enfants durant les vacances scolaires. Lorsqu'elle a décidé l'ouverture d'un centre périscolaire et d'une cantine, elle a fonctionné avec différents partenaires mais rapidement les élus ont compris l'intérêt de confier l'ensemble de l'accueil y compris les repas à un seul organisme. Les Francas du Doubs gèrent l'ensemble depuis sept ans.

« Bien entendu, la gestion est plus aisée (un seul contrat) mais surtout, en offrant un poste complet de direction, nous avons pu pérenniser une équipe d'animation » déclare Catherine Barthelet, maire de Pelousey. Ainsi le temps périscolaire et celui de la pause méridienne sont déclarés en accueil de loisirs périscolaire et bénéficient donc du taux d'encadrement réglementaire.

Les grands bénéficiaires de cette organisation sont les enfants et leurs parents qui ont établi une relation de confiance avec la directrice, Sandrine Boitier. Les projets pédagogiques peu-

vent être développés avec transversalité. Par exemple : avec l'aide de la commune, un jardin potager est cultivé par les enfants de mars à octobre. Les enfants jardinent lors de l'accueil périscolaire (matin, midi et soir) et participent à des ateliers périphériques pendant les loisirs (sciences, environnement, cuisine...). Ce projet porte des valeurs

de respect : l'employé communal qui disputait les enfants qui faisaient des bêtises dans le village est maintenant celui qui prépare le terrain pour les cultures. La convivialité et le partage sont de mise : les parents sont invités à déguster les productions des enfants chez eux ou sur place. Les enfants du village découvrent aussi l'art du potager. « On a cultivé des tomates, des pommes de terre, de la salade, des potirons, des radis, des courgettes et des fraises. On a dégusté ces fruits et légumes de différentes façons : brochettes de tomates cerise, tarte à la courgette et au potiron » affirment fièrement les enfants. Cela permet

À Pelousey, les enfants jardinent pendant l'accueil périscolaire.

de travailler sur les saisons, de sensibiliser les enfants au goût, de leur faire comprendre que le « tout prêt » et le « prêt à emporter » ne sont pas forcément meilleurs. Le temps du repas est un temps d'éducation, de discussion et d'échange. Une grille d'évaluation des repas est remplie avec les enfants et discutée en commission avec le fournisseur. Le personnel de cuisine, partie intégrante de l'équipe, est associé pleinement à la démarche.

L'ÉTIQUETTE "CANTINE"

« Il s'agit d'un vrai projet pour la commune, nous travaillons vraiment en partenariat. De plus, les élus ont instauré une politique tarifaire pour la cantine et l'accueil péri et extrascolaire adaptée pour lutter contre le phénomène "clé autour du cou" » déclare Sandrine Boitier. 212 élèves sont scolarisés de la maternelle (à partir de 4 ans) au primaire. En moyenne, 86 fréquentent le périscolaire et 47 la restauration scolaire.

« Nous souhaitons communiquer davantage sur la qualité de l'accueil, sur les projets pédagogiques développés, parce que certains parents et l'équipe enseignante ne mesurent pas à mon sens suffisamment le travail accompli. Il faut en quelque sorte que nous réussissions à nous défaire de l'étiquette "cantine" pour mettre en valeur la qualité de la structure, ses ambitions et ses volontés. Nous pourrions ainsi amorcer une collaboration fructueuse avec les différents partenaires de l'éducation dans toute leur complémentarité » conclut madame le maire. ■

Entre deux sonneries, deux heures pour

© photos Jean-Louis Colombiès - La JPA



▲ 11h30. Une file se constitue devant l'entrée de la cantine.



▲ 11h45 Pierre-Yves, au centre, termine son repas et Émilie incite chacun à goûter de tout.



▲ 11h50 Emma, en bleu, joue à la dinette



▲ 12h15 Emma mange à

GRÂCE À UNE ORGANISATION RÉFLÉCHIE ET À UNE PRÉSENCE ÉDUCATIVE, LE CENTRE DE LOISIRS ASSOCIÉ À L'ÉCOLE ANATOLE FRANCE À TOULOUSE A TRANSFORMÉ LA PAUSE MÉRIDIENNE EN UN TEMPS OÙ, À LEUR RYTHME, LES ENFANTS SE DÉTENDENT, MANGENT, JOUENT... REPORTAGE.

11h25. La cour est déserte, silencieuse. D'un côté, le bâtiment de l'école. De l'autre, quatre préfabriqués dont le local du Centre de loisirs associé à l'école (Claé) où l'équipe d'animateurs attend, feuilles à la main.

11h30. la sonnerie retentit. Cris, galopades, le préau et la cour se remplissent d'enfants accompagnés par leurs enseignants. Chaque animateur se dirige vers une classe... « *C'est le passage de relais* » souffle le directeur du Claé, Éric Labeur. Sur les 210 élèves, 180 restent au Claé. Le pointage s'effectue vite et les enfants se dispersent dans la cour, au gymnase ou vers les préfabriqués qui accueillent la bibliothèque, la ludothèque, une salle d'activités. Devant celui surmonté d'une pancarte « cantine », une petite file

s'est constituée. Une animatrice fait rentrer des enfants au « compte-gouttes ». Pierre-Yves, petit bonhomme à lunettes, attend son tour. En entrant, il retourne sa fiche sur le tableau, prend son plateau et le remplit sous les yeux d'une dame de service qui s'évertue à expliquer que « *c'est du poulet et pas du porc !* ». Au menu, quiche, blanquette, croquettes de légumes, yaourt et orange. Pierre-Yves rejoint sans encombre une table de quatre. Une autre animatrice, Émilie, tourne entre les tables. « *On les pousse à goûter à tout et on permet de manger dans le calme* » précise-t-elle. C'est plutôt réussi car le niveau sonore reste très acceptable. Pierre-Yves a avalé sa quiche, il discute tranquillement.

« On les pousse à goûter à tout et on permet de manger dans le calme »

Déjà 11h45. Dans la cour et sous le préau, des jeux, beaucoup de poursuites et des discussions. À la bibliothèque, deux filles jouent aux dames. Nathalie, la directrice adjointe, explique que « *ce lieu est en pleine reconstruction autour d'un projet spécifique sur la lecture* ». Dans la ludothèque, ça « chauffe » au tournoi de baby-foot ! Les décibels montent vite et l'animatrice, Virginie, intervient. D'autres font des jeux de société. Des filles jouent à la marchande. Les victuailles ne semblent pas aiguïser leur appétit... « *Sauf le fromage de chèvre* » glisse avec un sourire Emma, une fillette aux longs cheveux. Au gymnase, Fanny anime un tennis par équipes. Dans la salle d'activités, filles et garçons créent un livre avec Magali.

Certains dessinent. D'autres discutent des héros : « *Jonathan... un beau gosse qui maîtrise le sabre... Eléna* » bien évidemment « *amoureuse de lui* »... « *Doubas* », sans doute le méchant !

12h05. Dans la cour, des jeux animés s'organisent. Paul

lance un « foot américain flag » et Sarah une « queue du diable » rebaptisée « l'assassin » qui visiblement attire. Sous le préau, des toupies apparaissent. Le va-et-vient à la cantine se poursuit, immuable. Un coup d'œil à l'intérieur. Plus de Pierre-Yves. Je le retrouve près des platanes, avec trois copains. Il trucidé allégrement des ennemis invisibles.

NIVEAU SONORE TOUJOURS ACCEPTABLE

12h15. Emma est à l'entrée de la cantine. Je lui demande s'il y aura du fromage de chèvre à midi ? « *Je ne sais pas, le menu n'est pas affiché aujourd'hui* ». C'est le moment de rentrer. La cantine est désormais pleine. Les tables à petit effectif, les claustres et les animateurs produisent leurs effets. Le niveau sonore est monté mais reste acceptable. Un enfant va chercher de l'eau, le croisement avec Emma et son plateau se passe bien. Éric se poste vers le retour des plateaux, lieu stratégique. Il a « *remis une couche* » avant les vacances à l'équipe d'animateurs sur le bruit à la cantine ». Il jette un œil sur le tableau. La fiche retournée met en

« souffler » !

Par Jean-Louis Colombiès



son tour.

▲ 12h40 À la bibliothèque, c'est le grand calme.

▲ 13h00 On arrête les activités dans les salles. On lance un lapin-chasseur.

▲ 13h30 Le rang se forme pour retourner en classe.

évidence qui a mangé ou pas. Bénédicte incite Bradley à goûter les légumes, sans succès... Il aime « *seulement les frites* ». « *On ne les force pas, on incite, on fait boire aussi* » me précise-t-elle. Emma est déjà passée au yaourt, sans passer par la case blanquette.

Dehors, beaucoup de monde à « l'assassin ». Un groupe discute devant le panneau des activités. Je croise Pierre-Yves toujours dans ses guerres improbables. À côté, un « chat couleur » s'improvise sans animateur.

12h40. Emma sort de la cantine. L'entrée de la bibliothèque est jonchée de chausures. Grand calme. Calée entre deux présentoirs à livres, la directrice adjointe lit une histoire avec trois enfants qui la serrent. Couchée sur un tapis, une fille lit un journal. À la « ludo », Virginie piste le baby-foot tout en à jouer au Uno.

« ON EST ENFERMÉES TOUTE LA JOURNÉE »

12h50. On range à la cantine. Tout le monde désormais a mangé. Deux filles, Lucie et Romane, s'approchent et expli-

quent leur vision du Claé : « *ici on peut jouer, on a du temps pour manger* ». Et les activités organisées ? « *On n'y va pas trop, on veut être libres dehors, on est enfermées toute la journée*. » Un choix qui est aussi le leitmotiv d'Éric : c'est un moment fait pour « souffler » entre deux temps scolaires qui exigent de la concentration. Selon lui, parents et enseignants sont aussi convaincus de l'apport éducatif du Claé par rapport à une simple garderie. D'où sa colère quand la caisse d'allocations familiales ne veut plus financer la demi-

heure de repas... : « *une vraie régression* ».

13h déjà. Éric m'avait prévenu. « *On arrête les activités dans les salles, on amorce le retour vers le temps scolaire*. » Paul récupère les chasubles du foot américain. À la « bibli » on range, ce qui n'est pas du goût d'Henri « *Moi j'aime lire peinardeur ici* » me confie-t-il. Dans la cour, deux animatrices rassemblent des enfants pour un jeu de réflexes lapin-chasseur, version « Lucky Luke ». Dans

le jeu, je reconnais Lucie et Romane... Une animatrice arbitre une dispute entre Omar et un groupe. Les enfants s'éparpillent peu à peu aux quatre coins de la cour. Dans un autre coin, on déballe des cordes à sauter, des élastiques. Paul est assis avec un groupe d'enfants. C'est le « zonage » qu'Éric travaille avec l'équipe pour éviter la concentration géographique, source d'excitation. Un temps pour proposer et susciter des activités simples, variées, individuelles ou collectives, animées directement ou non. Le temps de 13h à 13h30 doit préparer le retour en classe. Il a été allongé suite à un travail en conseil des maîtres auquel les responsables du Claé sont régulièrement invités.

13h30. La sonnerie retentit. C'est la course vers les portemanteaux avant de se mettre en rang devant le préau. La pause méridienne est terminée pour Emma et Pierre-Yves qui attendent tranquillement leur maîtresse de CE1... Grâce au Claé, ils ont eu deux heures pour vivre leur vie d'enfants... plus qu'une simple parenthèse ! ■

L'association Centre activités Anatole France

Adhérente aux Francas, l'association Centre activités Anatole France a été créée et est administrée par des parents d'élèves de l'école Anatole France à Toulouse. Elle gère le centre de loisirs associé à l'école (Claé) pour le temps de pause méridienne, le centre de loisirs des mercredis et des vacances et deux séjours par an. Elle bénéficie d'une convention avec la mairie de Toulouse et de la prestation de service CAF⁽¹⁾. La pause méridienne est déclarée en accueil de loisirs périscolaire avec en plus les temps de 7h30-8h et 16h05-18h30. Son budget est d'environ 220.000 € pour 4,5 ETP⁽²⁾ répartis sur treize salariés tous diplômés du Defa⁽³⁾ au Bafa⁽⁴⁾ (dont un directeur à plein temps, un noyau « stable » de trois CDI⁽⁵⁾ de 30h et neuf CDI intermittents qui tournent annuellement). ■

J-L C

- (1) Caisse d'allocations familiales. — (2) Equivalent-temps-plein.
(3) Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation.
(4) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur.
(5) Contrat à durée indéterminée.

« Est-ce qu'ils ont aimé ce que nous avons préparé ? »

Par Olivier Masson

QUATRE HEURES AVANT LA PAUSE DÉJEUNER DES ÉCOLES DU XII^e ARRONDISSEMENT DE PARIS, C'EST L'EFFERVESCENCE À LA CUISINE CENTRALE. AVEC PROFESSIONNALISME, LE PERSONNEL PRÉPARE 1050 REPAS.

À 8 heures, à l'école de la rue Montempoivre, quelques parents arrivent déjà avec leurs enfants. Sur le côté se trouve l'entrée d'une des cuisines centrales de la caisse des écoles du XII^e arrondissement de Paris. Olga Caboche, chef de cuisine m'accueille rapidement : il y a trois absences ce matin et il reste neuf personnes (toutes des femmes) pour confectionner les 1 050 repas qui, pour la plupart, seront livrés à partir de 10h30. Direction le petit bureau pour enfiler une blouse, des chaussons de protection, se coiffer d'une charlotte et d'un masque. Au mur, des affiches rappelant des protocoles. On me montre le dossier d'agrément sanitaire avec le plan des cuisines et des locaux des restaurants « satellites », les plans de circulation des plats cuisinés et de la vaisselle sale. Dans un classeur, les évaluations journalières faites par un enfant avec sa photo, ses appréciations sur la cantine et sur les plats du jour. C'est déjà l'heure du conditionnement des plats cuisinés. Les 120 kg de carottes sont cuits et placés dans des plats en métal puis dans des boîtes

Au mur, des affiches rappelant des protocoles.

isothermes. Tout va très vite : il faut maintenir la liaison chaude jusqu'à la fin du deuxième service quatre heures plus tard. La température ne doit pas descendre en-dessous de 63°C, de façon à empêcher le développement bactérien. Dans le bureau, les DLC¹ des paquets ont toutes été découpées, photocopiées et envoyées au prestataire contrôlant la traçabilité. À côté se trouve la salle de restauration des soixante enfants de la maternelle et la table pour la pause bien méritée de 10h30. Bonne occasion pour parler du lien avec les enfants et de leur place dans le service en salle auquel elles participent toutes, ici ou dans les différents restaurants. Fatiha, seconde de cuisine, explique : « Il est important qu'il y ait une fille de production pour répondre aux questions. Par exemple, y a-t-il du lait dans la sauce ? Et puis à 13h30, on a des retours : est-ce qu'ils ont bien aimé ? Est-ce qu'ils ont mangé ? » Comment se passent les relations entre les enfants dans la salle de l'école élémentaire ? Sonia raconte qu'ici les animateurs placent des enfants de CM là

La norme Afnor de la restauration scolaire

La norme de la restauration scolaire NF X50-220, née en 2005, a pour objectif de consolider l'image de la restauration scolaire auprès des enfants, les parents, des enseignants et des élus en apportant plus de visibilité, d'indiquer des critères de qualité et de fédérer les professionnels de la restauration scolaire. Il s'agit bien de garantir une qualité de service public et de donner aux collectivités locales des points de repère pour mieux maîtriser ce service. Cette norme comporte sept chapitres de critères de qualité : l'aménagement des locaux, l'accueil des enfants, l'éveil alimentaire et nutritionnel, la fonction éducative du personnel, l'organisation de la vie collective, la transparence des échanges et de l'information et la garantie de service public. Cette norme écarte les conditions d'hygiène et de sécurité car elles sont contenues dans d'autres textes réglementaires. La demande de certification repose sur le volontariat. ■

Bruno André-Burel

Sources : Ligue de l'enseignement 44, Association nationale des directeurs de la restauration municipale (ANDRM), Afnor.

WEB- www.afnor.org/metiers/certification/panorama-certification



© Olivier Masson - La JPA

▲ À la cuisine centrale, 120 kg de carottes finissent de cuire.

où il y a des CP, pour les aider à couper la viande : les grands sont pour eux un exemple et cela se passe bien. Olga Caboche intervient : « les animateurs ont aussi un rôle pour inciter à goûter les plats, mais aussi pour être tout simplement présents en salle ! À force de protester, nous avons obtenu qu'ils interviennent davantage et certains s'assoient même à côté des enfants. Maintenant, il y a plus de calme. Il faudrait qu'il n'y ait plus cette différence : nous sommes là pour nous entraider et il est important de tenir le même langage. Ainsi les enfants respectent tous les adultes. »

11 h. Les camions sont déjà partis, températures vérifiées. ■

(1) Date limite de consommation

L'accompagnement du repas

Par Patricia Deschamps

LA MAIRIE DE JUVISY
DANS L'ESSONNE
GÈRE L'ENCADREMENT
DU REPAS AVEC
L'ASSOCIATION LÉO
LAGRANGE. UNE
PRÉOCCUPATION
FORTE CONCERNE
LA FORMATION ET
LE NOMBRE D'ADULTES
SUR CE TEMPS DU REPAS.

« Depuis longtemps à Juvisy, l'organisation de la pause méridienne prend beaucoup de temps au service Education, car c'est un moment important dans la journée de l'enfant et on souhaite qu'il se passe bien. »

Quand elle évoque l'attention qu'il faut porter à ces deux heures de la journée scolaire, Paola Moro-Charki, adjointe au maire chargée de l'Éducation et de la Restauration municipale, ne manque pas d'ajouter qu'on prend en compte aussi bien ce qu'il y a dans l'assiette que les temps d'avant et d'après repas, ou encore l'aspect convivial de ce repas.

À Juvisy, les restaurants scolaires accueillent chaque midi 75% des 1300 enfants scolarisés. Les repas sont faits sur place par des personnels communaux, avec des produits frais dans les deux cuisines centrales de la ville. La pause méridienne est un temps de détente dans la journée de l'enfant, mais aussi un moment de « vivre ensemble » qui doit avoir du sens pour les encadrants mis à disposition de la mairie par l'association Léo Lagrange et les Atsem¹. On travaille tout spécialement la place de l'enfant bien sûr, mais aussi de l'adulte, de la posture qu'il



doit avoir sur ce temps-là. En maternelle par exemple, on a un adulte par table d'enfants, non seulement pour couper la viande aux plus petits mais aussi pour vivre un moment de partage.

C'est à l'association Léo Lagrange que la mairie a confié la gestion des temps de loisirs des enfants sur la ville (accueils du matin et du soir, mercredis, vacances scolaires) dans le cadre d'une délégation de service public. Walter Manchon est le coordinateur des activités d'animation Léo Lagrange sur Juvisy depuis 2006. Ainsi, lorsqu'il évoque les sujets abordés avec les encadrants de la pause méridienne lors de temps de formation et de concertation, il rappelle d'abord que

la principale difficulté à gérer sur le temps de la pause méridienne est le turn-over important des intervenants.

la mission principale de l'intervenant sur le temps de midi est de faire manger les enfants. Ensuite, il insiste sur la notion d'exemplarité que l'on doit avoir à l'esprit quand on est avec des enfants ou encore, sur l'importance d'apaiser les moments de tension inévitables au moment du repas. Néanmoins, la principale difficulté à gérer sur le temps de la pause méridienne est le turn-over important des intervenants.

Les 70 personnes qui travaillent sur le temps de midi viennent d'horizons très différents. Un tiers environ est composé de permanents de l'association, qui travaille 35 heures par semaine, sur d'autres temps, d'autres dispositifs

(Contrat local d'accompagnement scolaires, conseil de jeunes...) ou d'autres structures sur la ville (associations locales...). Sur le temps de midi, ils sont les « référents » des équipes que les enfants retrouvent au centre de loisirs. Un autre tiers travaille pour obtenir un complément de salaire d'une activité principale. Quant au dernier tiers, il est très volatile et nécessite de mettre en place des stratégies de fidélisation : « on n'a que 2 heures par jour à proposer, donc 8 heures par semaine. Annualisées et lissées, ça ne fait pas beaucoup. On est sur des cercles vicieux... »

Et la visite d'un restaurant scolaire sur le temps du repas permet de constater que tous ces efforts portent leurs fruits... ■

(1) Agent territorial spécialisé des écoles maternelles.

Tous ensemble pour une pause de qualité

Propos recueillis par Albert Sousbie

MARIE-JO FAURE, QUI A ÉTÉ,
À LA FCPE¹, RESPONSABLE
D'UN CONSEIL LOCAL ET
ÉLUE DÉPARTEMENTALE
REVIENT SUR DIX ANS DE
COLLABORATION POUR LE
RESTAURANT SCOLAIRE AVEC
LA MAIRIE DE SA COMMUNE,
SAINT-JUST SAINT-RAMBERT
DANS LA LOIRE. DES PER-
SONNES DE STATUTS DIFFÉ-
RENTS ONT EU L'OCCASION
D'AGIR ENSEMBLE POUR L'IN-
TÉRÊT DES ENFANTS, À LA
SATISFACTION DE TOUS.



« Cette année, à Saint-Just Saint-Rambert, les parents vont pouvoir manger au restaurant scolaire.

Ils pourront ainsi se rendre compte de la qualité des repas, mais aussi des conditions d'accueil et d'encadrement des élèves. Pour nous, à la FCPE, cela représente une avancée supplémentaire dans un mode d'organisation qui a beaucoup progressé au cours de la dernière décennie.

Notre commune compte 15 000 habitants et deux restaurants scolaires. En 2003, ces derniers étaient en gestion associative, avec des personnels mis à disposition par la mairie, cuisiniers compris. Devant l'accroissement des effectifs, les associations concernées et les parents d'élèves ont demandé que la restauration soit prise en charge par la municipalité. Celle-ci a repris le système tel quel mais en instaurant d'abord l'obligation d'inscrire les enfants à la semaine. Sous la pression des parents, elle a accepté de revenir en arrière. Première prise en compte de l'intérêt des enfants.

Les améliorations ultérieures ont été grandement facilitées par la mise en place d'un projet éducatif local (PEL), contractualisé en contrat éducatif local en 2004. Une commission « accueil périscolaire » a été formée et un coordinateur a été nommé pour l'animer. Ainsi, avec l'appui des parents, des rencontres régulières de tous les partenaires ont été instituées. La commission rassemble tous les partenaires : agents communaux, parents, élus, opérateurs associatifs du périscolaire. De plus, quatre fois par an, dans chaque restaurant scolaire, l'ensemble de l'équipe adulte se réunit : cuisiniers, animateurs, agents de service font le point sur le fonctionnement. Enfin, chaque semaine, les animateurs se retrouvent sur leur temps de travail pour échanger sur les enfants et les activités. Cela a permis une amélioration constante de la qualité au bénéfice des enfants... comme des personnels.

Auparavant, personne n'aimait aller à « la cantine ».

Auparavant, personne n'aimait aller à la cantine. Les personnels, manquant de formation, n'étaient eux-mêmes pas satisfaits ; les cuisiniers, seuls éléments masculins, devaient intervenir dans la salle pour faire la discipline. Des formations du personnel ont été confiées aux Francas, des animateurs ont été embauchés, améliorant le taux d'encadrement : un animateur pour vingt enfants en élémentaire aujourd'hui, et un pour douze en maternelle, dont un titulaire du Beatep². Deux services ont été mis en place.

Un repas monochrome (aliments oranges pour l'automne, blancs pour l'hiver) vient marquer le rythme des saisons. Le personnel et les enfants sont invités à adopter la même couleur pour leur tenue. Hors repas, les enfants peuvent choisir entre trois types d'activités : jeux collectifs encadrés, lecture ou activités manuelles dans une salle spécialisée, ou espace libre. Un référent est désigné dans

chaque restaurant. Cette fonction, qui peut être occupée par un cuisinier, a été tout de suite appréciée des parents, qui recherchaient un interlocuteur repéré. Elle favorise également le contact avec les enseignants, dont l'implication est soutenue par le coordinateur de la commission, qui se déplace pour les rencontrer, et par l'élu municipal en charge des écoles. Autant que possible, les mêmes personnes sont employées pour la pause méridienne et pour les autres temps périscolaires afin d'éviter que ces moments soient déconnectés les uns des autres. Aujourd'hui, le suivi des enfants est une réalité.

Ces rencontres dans le cadre du PEL permettent à des personnes différentes de se rencontrer et de travailler ensemble. Le personnel de service, souvent un peu ignoré, se voit reconnaître une action éducative. C'est là sans doute un élément non négligeable de la dynamique créée. » ■

(1) Fédération des conseils de parents d'élèves.

(2) Brevet d'État d'animateur technique d'éducation populaire et de la jeunesse.

La pause méridienne sous les coûts

Par Bruno André-Burel

LE COÛT DE LA PAUSE MÉRIDIENNE ET SON FINANCEMENT DIFFÉRENT SUR LE TERRITOIRE. LE TYPE DE CUISINE, LA QUALITÉ DES PRODUITS, L'ENCADREMENT, L'EFFORT FINANCIER DES COMMUNES ET DES FAMILLES SONT AUTANT D'ÉLÉMENTS VARIABLES.

Il y a une forte inégalité sociale et territoriale concernant la pause méridienne. La répercussion du coût peut aller du simple au double (de 4 à 8 euros) pour une famille ayant des revenus moyens suivant sa commune d'habitation et la grille d'aide sociale appliquée.

CÔTÉ CHARGES

Le choix d'une cuisine centrale pour plusieurs écoles en liaison froide ou chaude, ou celui d'une cuisine d'une école de campagne au service d'un regroupement pédagogique intercommunal (RPI) n'ont pas les mêmes conséquences financières. Dans le premier cas, l'investissement est lourd mais la répercussion par enfant est moindre que pour le RPI. La variation peut

être de plus d'un euro par repas et par enfant. S'ajoute aussi dans ce cas le coût du transport des enfants qui peut être pris en charge par la commune, le conseil général ou par une communauté territoriale. Ce coût peut atteindre un euro.

Distinguons les charges du personnel en cuisine et en salle de celles du personnel d'animation. Les différences sont importantes lorsque le taux d'encadrement varie du simple au double. Il est vrai que la déclaration de la pause méridienne en accueil de loisirs périscolaire oblige à respecter des taux d'encadrement.

Le coût des produits alimentaires ne varie que si le choix est porté sur leur qualité et leur variété. Par ailleurs, proposer un plat bio par mois ou



par jour a des conséquences financières différentes.

CÔTÉ RECETTES

Ce sont les finances communales qui sont le plus sollicitées. En moyenne cela représente plus de 60% du coût du repas hors temps d'animation scolaire. Ces recettes sont confortées par les financements des CAF qui d'ailleurs ne pratiquent pas les mêmes règles. Il existe deux prestations : une de fonctionnement et une liée à l'activité éducative hormis le temps du repas (30 mm). Ce financement peut varier de 0,8 € à 2 € par jour par enfant. Il n'est possible que si la commune a signé un contrat Enfance-Jeunesse avec la CAF⁽¹⁾ et que si la pause

méridienne est déclarée en accueil de loisirs périscolaire. « Par exemple à Metz, le coût global de la pause-déjeuner avec les temps d'animation avoisine les 13 € par jour par enfant », explique Sandrine Pellenz, responsable des politiques éducatives territoriales de la Ligue de l'enseignement de la Moselle.

Enfin, les prix de la restauration scolaire sont modulables et fixés librement par les collectivités territoriales compétentes mais ne peuvent être supérieurs au coût par usager des charges supportées au titre du service de restauration qui peuvent inclure les charges d'investissement⁽²⁾. ■

(1) Caisse d'allocations familiales.

(2) cf. Décret n° 2006-753 du 29 juin 2006.

« Intégrer la pause méridienne au service public d'éducation »

Ornella del Giudice est directrice de la Caisse des écoles de la ville de Reims et chargée du dossier de la pause méridienne au sein de l'Andev⁽¹⁾. Interview.

Comment percevez-vous la pause méridienne ?

La pause méridienne est encore aujourd'hui considérée comme un service public à caractère social. Nous considérons à l'Andev qu'il s'agit d'un temps éducatif, qui doit être intégré au service public d'éducation, dans le temps global de la journée de l'enfant. Ce temps, qui doit tenir compte des pics de vigilance mis en évidence par les chercheurs, a des angles multiples : le repos, la détente, l'animation. Pour réguler ce temps, une

présence adulte est nécessaire. L'approche globale du financement est une question essentielle dans le débat sur les rythmes scolaires. L'Andev propose une expérimentation sur l'élargissement de la pause méridienne, qui permettrait de respecter les moments où le cerveau de l'enfant entre "en dépression". Cette mesure supposerait cependant des financements à charge des communes, déjà étranglées par l'État, sauf à intégrer les temps de l'Éducation nationale dans le cadre d'un continuum éducatif où serait reconnu le partage des responsabilités et des budgets.

Comment pensez-vous la gestion du personnel ?

Les contraintes doivent être mieux partagées entre les différents intervenants. Les gens doivent mieux se connaître pour contribuer à une professionnalisation des temps d'accueil

lors du repas et des temps d'animation.

L'Atsem⁽²⁾, par exemple, devient de plus en plus la personne référente de la journée de l'enfant en maternelle. Un grand nombre d'agents bénéficient de contrats non titulaires ou vacataires, qui engendrent des nécessités de formation. À Reims, nous raisonnons dans le cadre d'un projet global : équilibre alimentaire, découverte du goût des aliments, éducation nutritionnelle... Nous engageons également les agents de la caisse des écoles et les animateurs de la ville à travailler ensemble dans le cadre d'une charte de la pause méridienne. Il s'agit de préciser les missions de chacun et de partager les compétences. ■

Olivier Masson

(1) Association nationale des directeurs de l'éducation des villes. — (2) Agent territorial spécialisé des écoles maternelles.



© Mairie de Torcy

Une charte de la pause méridienne

Par Jean-Luc Dubois

LA VILLE DE TORCY EN SEINE-ET-MARNE A MIS EN PLACE UNE CHARTE DE LA PAUSE MERIDIENNE QUI AIDE LES DIFFÉRENTS PERSONNELS À TENDRE VERS LES MEILLEURES PRATIQUES, EN PRENANT EN COMPTE TOUS LES MOMENTS ET LEUR SPÉCIFICITÉ.

Depuis 1996 la municipalité de Torcy en Seine-et-Marne, qui compte 24 000 habitants, a exprimé la volonté politique de faire du temps du midi un temps éducatif à part entière. En 2006 elle crée une charte de la pause méridienne pour consolider ce qui avait été mis en place et renforcer les objectifs énoncés dans son contrat éducatif global. Cette charte est devenue un référentiel commun revisité chaque année en fonction des besoins. Pour Catherine Leroy, responsable du service enfance de la ville « la pause méridienne est une question transversale d'espace et de personnel. Nous avons beaucoup évolué sur la mutualisation au niveau de chaque école. C'est avant tout un problème d'équipe car celle-ci doit s'adapter aux locaux et aux enfants du quartier. »

La prise en compte globale de l'enfant se traduit par le maintien d'équipes stables, composées d'animateurs permanents, d'enseignants, d'Atsem⁽¹⁾ et de vacataires, ces derniers étant plus difficiles à fidéliser, en raison des huit heures hebdomadaires effectuées seulement pour l'encadrement de la pause méridienne. Garants du projet pédago-

▲ À Torcy presque tous les restaurants scolaires sont équipés en self-service.

gique et de son bon fonctionnement, deux coordinateurs municipaux managent des directeurs de restauration, pour la plupart enseignants.

Le projet d'éducation est bâti sur trois temps de 11h30 à 13h30. Le temps de restauration de 45 mn a été pensé pour être un moment convivial. La commune a investi deux millions d'euros pour remettre à neuf les dix restaurants scolaires. Pour la plupart ceux-ci sont

Le projet d'éducation est bâti sur trois temps de 11h30 à 13h30

maintenant équipés d'un buffet où les enfants viennent se servir eux-mêmes avec l'aide des adultes pour les plus petits. Le taux d'encadrement est de une personne pour dix enfants en maternelle et

de une pour seize en primaire. Les élèves arrivent par petits groupes de manière échelonnée. S'ajoute à ce moment de repas partagé, un temps d'éducation. La

charte insiste sur la prise en compte de l'autonomie dans la façon de servir ou encore de se tenir à table avec ses camarades. Bien-sûr, l'éducation

nutritionnelle tient une part importante. À cet effet, des actions de sensibilisation sont mises en place notamment pour l'éveil au goût des enfants. Le troisième temps est celui de l'animation qui n'est plus celui de la cour d'école. En accord avec les enseignants, sont utilisées les salles de motricité, d'art plastique mais aussi les espaces des centres de loisirs adjacents.

Des temps systématiques de sensibilisation ont été mis en place pour le personnel. Et les Atsem souhaitent maintenant enlever leur tablier durant la pause méridienne vis-à-vis des enfants pour marquer la différence avec le temps scolaire. C'est avant tout un moment de détente. Catherine Leroy ajoute que la semaine des quatre jours n'a pas été une bonne chose car l'aide personnalisée est parfois mise en place durant la pause méridienne : « Depuis, on a remarqué plus d'accidents dus à l'énerverment des enfants ». Justement, la nouvelle dimension de la charte 2010-2011 traite de la participation des enfants aux projets de la pause méridienne ! ■

Directrice d'école et de restauration

Maryline Begouin, directrice de l'école maternelle Jean Zay à Torcy en Seine-et-Marne encadre les élèves le midi depuis plus de vingt ans. Directrice de restauration, elle mange avec les enfants une fois par semaine, ce qui lui permet d'avoir un contact avec les animateurs et le personnel de service, en plus des réunions formelles. 80 enfants sur les 110 élèves restent le midi. De ce fait, elle organise deux services de restauration. Ce qui ne pose pas de problème pour l'équipe qui bénéficie de la proximité du centre de loisirs pour accueillir les enfants. L'aide personnalisée n'est pas organisée ici le midi parce que ce temps doit rester un temps de pause. En participant à ce temps de vie, les enseignants peuvent échanger avec le personnel de restauration et les animateurs. En effet en conseil d'école on n'aborde jamais la pause méridienne. « L'institution scolaire ne prend pas en compte le temps non scolaire ! » regrette la directrice. ■

J-L D

(1) Agent territorial spécialisé des écoles maternelles.

Comment faire évoluer la pause méridienne vers plus d'éducatif ?

Propos recueillis par Jean-Louis Colombiès



© Fédération des Francas



© Fédération Léo Lagrange



© DR

EN CLÔTURE DE CE DOSSIER, LA JPA A SOUHAITÉ ABORDER LES ENJEUX, LES ÉVOLUTIONS DE LA DEMANDE SOCIALE À PROPOS DE LA PAUSE MÉRIDIENNE MAIS AUSSI LES QUESTIONS SENSIBLES, LES FREINS POUR L'INCLURE DANS UN PROJET ÉDUCATIF PLUS LARGE.

ELLE A ORGANISÉ UNE TABLE RONDE AVEC MARIE LAURE DAVY DE LA FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE, MICHEL LE JEUNE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DIDIER JACQUEMAIN DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES FRANCAS.

▼▲ De gauche à droite : Didier Jacquemain, délégué général adjoint de la Fédération nationale des Francas, Marie-Laure Davy, directrice Qualité, innovation et ressources à la Fédération Léo Lagrange, Michel Le Jeune, responsable du centre national de ressources restaurant d'enfants et de jeunes de la Ligue de l'enseignement.

Quels sont, pour les enfants, les enjeux majeurs de ce temps de pause méridienne, au centre de la journée scolaire ?

Marie-Laure Davy : Le mot pause est important. Avoir un moment pour souffler est primordial pour le rythme biologique des enfants. Une nutrition de qualité va forcément être importante pour continuer la journée. Durant la pause méridienne, dans un autre contexte que l'enseignement, les interactions entre enfants, voire la relation avec les adultes vont pouvoir être plus faciles. En tant que mouvement d'éducation populaire, nous nous préoccupons aussi des enjeux culturels. Mais toutes ces ambitions sur une heure et demie, n'est-ce déjà pas trop pour un enfant ?

Michel Le Jeune : C'est en effet un temps de détente, de récupération, mais aussi d'échanges, de convivialité, d'alimentation, vraiment centré sur les enfants. C'est le temps de la journée qui leur appartient vraiment. Il faut organiser les services en respectant cela même si ce n'est pas toujours évident. C'est l'esprit de la norme Afnor¹, à la rédaction de laquelle la Ligue de l'enseignement a contribué. L'introduction de l'aide personnalisée sur ce temps bouscule l'organisation et, selon moi, ne respecte plus l'enfant.

Didier Jacquemain : Nous ne pouvons pas réfléchir dans une logique où le temps scolaire détermine finalement ce que doit être

le temps des enfants. Un enfant d'âge primaire qui est six heures par jour à l'école peut très bien passer onze heures au total dans des structures collectives. S'il convient de s'occuper du temps du midi, il convient aussi de regarder les autres temps. La pause méridienne n'a pas de durée déterminée. Dans certains territoires elle a été rallongée pour permettre un temps repas qui respecte le rythme et un temps détente, activités, pratiques ludiques suffisamment conséquent. Deux heures et demie par exemple. Aujourd'hui, ce temps répond également à une demande sociale des familles, voire à une réponse sociale de certaines collectivités pour s'assurer que certains enfants aient, au quotidien, au moins

pendant l'année scolaire, un repas correct, équilibré. L'impact de la pauvreté sur les enfants, on le voit dans nos structures aujourd'hui. Nous mesurons depuis plusieurs années dans les structures l'impact de la précarité et de la pauvreté sur les enfants.

Sur la pause méridienne, existe-t-il une évolution perceptible de la demande sociale émanant des familles, des enseignants et de la prise de conscience des collectivités ?

Michel Le Jeune : La première demande des parents d'élèves, c'est un temps de restauration et de garde, et ce n'est pas péjoratif. Aussi, réponse sociale à des familles en difficultés, oui, mais la restauration scolaire ne

représente que 12% de l'alimentation annuelle. Ce n'est donc pas satisfaisant comme réponse unique. De leur côté, les enseignants souhaitent de bonnes conditions pour reprendre le travail scolaire. Ils ne veulent pas gérer un quart d'heure de retour au calme après la coupure de midi. Ils demandent effectivement un véritable encadrement éducatif sur ce temps. Parfois existent aussi des liens avec le personnel périscolaire pour établir de règles de vie cohérentes, de postures professionnelles ou des travaux autour de l'alimentation. Les familles souhaitent des aliments de bonne qualité mais je ne suis pas sûr qu'elles demandent très fortement du bio.

Didier Jacquemain : Sur mon territoire rural, aujourd'hui, très peu d'enfants n'ont pas à proximité un endroit de restauration pour midi. Ça fait quand même trente-cinq ans que la prise en charge de ce temps-là existe en lien avec les temps du matin et du soir. Cela s'est développé avec le renfort d'aides à l'emploi comme les emplois-jeunes ou avec des dispositifs tels que les contrats d'aménagement du temps de l'enfant ou les contrats éducatifs locaux. En tant que mouvement d'éducation, nous avons cherché à développer à chaque fois la pause méridienne dans le cadre d'un projet éducatif local qui intègre tous les temps. Peut-être sommes-nous utopistes, mais s'il existe un projet éducatif, il y a des exigences d'éducation. Nous développons des réponses depuis le début des années 70 : centre de loisirs associés à l'école, écoles

ouvertes, maison de l'enfant... il doit être possible maintenant de construire la généralisation de ces accueils.

Marie-Laure Davy :

L'exigence de la qualité alimentaire est vraiment un sujet d'actualité. Beaucoup de collectivités veulent l'améliorer. Mon inquiétude va plus sur la prise de conscience du lien entre cette qualité alimentaire et la qualité éducative sur la globalité de la pause méridienne. Pour les communes, c'est avant tout une affaire de volonté politique mais j'ai des inquiétudes sur les effets de la diminution des aides CAF².

Michel Le Jeune : Les tarifs pratiqués illustrent aussi ce choix politique. La fourchette va de la gratuité à 14,97 €. Des demandes culturelles ou religieuses, viande hallal notamment, augmentent. Cela amène des discussions voire des tensions dans des collectivités. Certaines offrent la possibilité de choix d'un repas sans viande ou protéiné autrement. Avec inscriptions préalables, ce qui pose le problème de l'identification des enfants suivant des critères ethniques ou religieux.

Peut-on se satisfaire de la situation actuelle qui laisse le choix aux communes entre une cantine avec une garderie non réglementée et un accueil de loisirs périscolaire entrant dans la réglementation avec un taux d'encadrement imposé mais permettant de bénéficier d'une prestation financière CAF ?

Didier Jacquemain : La CNAF³ conduit la suppression progressive du versement de la PSO⁴ pour



© photos Jean-Louis Colombiès – La JPA

« Le grand écart de ceux qui affirment haut et fort une volonté de service public de qualité [pour la pause méridienne] et qui derrière ne mettent pas les moyens doit cesser », déclare Marie-Laure Davy, de la Fédération Léo Lagrange.

le temps de repas. Certaines CAF l'ont déjà fait, d'autres le feront dans plus longtemps ou ont obtenu le report d'un an comme en Haute-Garonne. C'est une autre inégalité territoriale. Pour les Francas, la pause méridienne doit être intégrée dans un projet global. Cette logique existe depuis 50 ans. Ce temps-là est un temps extrêmement important, qu'il faut intégrer dans un temps éducatif global. La réglementation offre une souplesse concernant les normes d'encadrement. Il faut donc sortir d'une situation actuelle confuse

et revendiquer une réponse éducative, sociale et culturelle de qualité. Cessons les compromis pour progressivement construire au primaire, dans le cadre de projets éducatifs locaux, l'intégration de ce temps-là dans un service public de qualité. Il faut revendiquer que ce temps garantisse, au-delà de la qualité alimentaire, une qualité de l'encadrement et des activités.

Marie-Laure Davy : On ne peut pas se satisfaire de la situation actuelle. Le grand écart de ceux qui affirment haut et fort une volonté de service public de qualité et qui derrière ne mettent pas les moyens doit cesser. Tant sur les repas exclus de la prestation CAF que pour les taux d'encadrement. Un enfant dans sa journée reste le même enfant et pourtant l'encadrement varie dans ses taux. Les enjeux éducatifs sont certes différents mais il reste encore trop de flou, par exemple pour les moins de quatre ans. Il faut effectivement de la souplesse pour prendre en compte le contexte local mais il faut



des choix politiques qui vont vers la qualité d'un service public.

Michel Le Jeune : Tant qu'on n'arrivera pas à faire en sorte que ce soit une compétence obligatoire des communes, ce sera difficile de parler d'un service public. En Meurthe-et-Moselle, ma collègue vient d'accompagner sa centième commune pour la création des services. Il y a encore des « déserts ». C'est très souvent par une impulsion associative que le service se met en place. Si on dit d'emblée : « vous passez au taux accueil de loisirs » la porte se ferme. Une démarche de progression globale doit être mise en place avec des échéanciers réalistes.

Quelles sont les propositions de votre organisation pour faire de la pause méridienne un vrai temps éducatif ?

Michel Le Jeune : La norme Afnor pose un projet centré sur l'enfant, avec des valeurs d'autonomie et de socialisation. Elle met en avant l'ensemble des critères d'un service global de qualité. On peut faire techniquement

très bien des tas de choses, mais si l'aspect éducatif, relationnel, avec les enfants, ne fonctionne pas, il n'y aura quasiment rien dans l'estomac.

Dans la commission Afnor, on a bien sûr largement débattu de l'intérêt d'appliquer à la pause méridienne les taux d'encadrement de l'accueil de loisirs réglementé par jeunesse et sports. On n'est pas très loin pour la maternelle des 1 pour 8 mais sur l'élémentaire, la Ligue ne défend pas la nécessité du taux accueil de loisirs, 1 pour 14. La pause méridienne n'est pas un temps d'animation c'est de la détente et du libre épanouissement. Le « sur-encadrement » risque de créer activisme et frustration des animateurs. C'est aussi une question de budget global pour un service éducatif de qualité. On recommande 1 pour 10 en maternelle et 1 pour 20 en élémentaire, avec des seuils à ne pas dépasser (1 pour 15 en maternelle et 1 pour 30 en élémentaire). La Ligue de l'enseignement a accepté cette position dans la commission Afnor car la qualité éducative peut être assurée avec ces taux quand l'équipe est compétente, formée, animée par un véritable référent local.

Didier Jacquemain : Les Francas ont une autre

« Il faut revendiquer que ce temps garantisse, au-delà de la qualité alimentaire, une qualité de l'encadrement et des activités », estime Didier Jacquemain, de la Fédération nationale des Francas.

position. Nous revendiquons qu'il existe dans la proximité de vie des enfants toutes les structures qui puissent les accueillir pendant les temps où ils ne sont pas dans leur familles ou à l'école. Nous revendiquons donc la réglementation dite des accueils de loisirs. On pourrait effectivement réfléchir à évolution des normes réglementaires. C'est le projet global de l'accueil périscolaire qui pourrait peut-être permettre d'inscrire ici et là de la souplesse. Au lieu de taux déterminés, peut-être faudrait-il poser des fourchettes à utiliser en articulant différents éléments constitutifs de l'accueil. Comment peut-on garantir un retour dans le calme à l'école si les enfants passent leur temps dans la cour de récréation, sans être encadrés ? Ces accueils doivent être dans le service public, avec un encadrement suffisant pour garantir la qualité éducative. Pour une pause méridienne de deux

heures et demie, ce qui correspond d'ailleurs à ce que disent les scientifiques sur les rythmes en début d'après-midi, il n'est pas anormal qu'il y ait des d'activités.

Marie-Laure Davy : Les taux d'encadrement préconisés par la norme Afnor sont acceptables dans la mesure où tous les autres éléments ont été pris en compte, bien évidemment. À ce propos, la Fédération Léo Lagrange défend clairement le fait qu'un jeune en service civique ne remplace pas un animateur. Il ne doit surtout pas être compté dans l'effectif des accueils de loisirs. Mais on s'interroge aussi pour voir, dans quelle mesure demain un jeune en service civique ne pourrait pas intégrer le temps éducatif sur la journée de l'enfant pour faire du lien au niveau du projet.

Didier Jacquemain : Nous savons aujourd'hui l'importance de l'environnement dans lequel évolue l'enfant pour sa réussite scolaire et éducative. En temps que mouvement d'éducation et association éducative complémentaire de l'enseignement public, nous devons revendiquer des espaces éducatifs de qualité, durant tous les temps des enfants et notamment celui de la pause méridienne. Soyons vigilants à ce que les normes ne fassent disparaître cet enjeu. ■

(1) La norme Afnor 431 sur la restauration scolaire est une référence pour les collectivités locales qui leur permet d'obtenir une reconnaissance et de pouvoir communiquer sur la qualité globale fournie aux enfants et aux familles. Depuis 2008, un cahier des certifications permet aux communes de se faire certifier. Voir encadré p.20.

(2) Caisse d'allocations familiales

(3) Caisse nationale des allocations familiales

(4) Prestation de service ordinaire



ACCUEILS
PÉRISCOLAIRES

BROCHURES

Vers la continuité

éducative : mode d'emploi
Élaborée par un groupe de travail de la Jeunesse au plein air de Haute-Garonne ; Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche ; Inspection académique de Haute-Garonne. – Toulouse : Inspection académique de Haute-Garonne, octobre 2005. – 42 p.

Le CLAE : mode d'emploi

Élaborée par un groupe de travail de la Jeunesse au plein air de Haute-Garonne. – Toulouse : Inspection académique de Haute-Garonne, décembre 2000. – 31 p.

REVUE

Le temps périscolaire

Études et résultats (Drees), n° 611, novembre 2007, 8 p.

DOSSIERS

L'apport éducatif des activités périscolaires

In *Camaraderie* (Les Francas), n° 287, octobre-décembre 2009, p. 9-16

Les activités périscolaires : offres et pratiques

In *La Communale* (Andev), n° 38, décembre 2006, p. 2-10

ARTICLES

Les enjeux des accueils périscolaires

Roselyne Van Eecke. – In *Le journal de l'animation*, n° 111, septembre 2010, p. 74-79

Le temps à l'école ne se réduit pas au temps scolaire

Jean-Louis Colombiès. – In *Loisirs éducation* (La JPA), n° 431, juin 2009, p. 24

Quelle place pour la pause méridienne ?

Bertrand Siettel. – In *Grandir ! Loisirs éducatifs et territoires* (Les Francas), n° 13, janvier-mars 2008, p. 3

La pause méridienne

Michel Le Jeune ; propos recueillis par Patrick Cros. – In *Fenêtres sur cours* (SNUIPP), n° 304, novembre 2007, p. 46

Tous les accueils périscolaires doivent-ils établir un projet éducatif ?

Bruno André Burel. – In *Loisirs éducation* (La JPA), n° 424, septembre 2007, p. 33

Une journée à deux temps

In *Léo* (Léo Lagrange), n° 8, été 2006, p. 4-6

DVD

Vivre autrement l'interclasse

Réalisé par Benoît Rouvier. – Paris : Ceméa, 1997. – 1 DVD (16 min)

INTERNET

WEB www.andev.fr

Site de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France (Andev)

RESTAURATION
COLLECTIVE

CONTRIBUTION

Se restaurer : de la cantine au restaurant scolaire

Jean-Marie Michoulier. – In *Architecture scolaire et réussite éducative* / sous la direction de Maurice Mazalto. – Paris : Ceméa, 2008. – p. 107-112

REVUE

Restauration collective : nouveaux enjeux

Réussir éducation (Les Francas), n° 42, octobre 1999, 36 p.

DOSSIERS

Manger, ça s'apprend !

In *Les idées en mouvement* (La Ligue de l'enseignement), n° 161, août-septembre 2008, p. 9-12

Éducation à l'alimentation : un pari pour l'avenir !

In *Animation et éducation* (OCCE), n° 189, novembre-décembre 2005, p. 7-37

Quels enjeux pour l'alimentation en collectivité ?

In *Les idées en mouvement* (La Ligue de l'enseignement), n° 124, décembre 2004, p. 9-12

ARTICLES

Une cartographie des cantines « bio » au programme du WWF

Diane Doleron. – In *Les idées en mouvement* (La Ligue de l'enseignement), n° 183, novembre 2010, p. 5

La sécurité alimentaire à l'école

Guy Vermée. – In *La classe*, n° 212, octobre 2010, p. 108-113

Ariège, le bio, c'est beau et bon

Daniel Labaquère. – In *Fenêtres sur cours* (SNUIPP), n° 305, octobre 2010, p. 8-9

INTERNET

WEB www.education.gouv.fr

Site du ministère de l'Éducation nationale, deux rubriques : « De la maternelle au baccalauréat / École élémentaire / L'école élémentaire »

taire en pratique » puis « La restauration à l'école » et « De la maternelle au baccalauréat / Collège / Le collège en pratique » puis « La restauration au collège »

WEB www.sante-sports.gouv.fr

Site du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, rubrique « Les dossiers de la santé de A à Z » puis « P / Programme national nutrition santé (PNNS) »

WEB www.fcpe.asso.fr

Site de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, rubrique « Hors du temps scolaire / La restauration scolaire »

WEB www.laligue.org

Site de la Ligue de l'enseignement, rubrique « Nos actions / Autour de l'école / Les restaurants d'enfants »

WEB www.andrm.fr

Site de l'Association nationale des directeurs de la restauration municipale (ANDRM)

la revue de La JPA

Loisirs Éducation

ABONNEZ-VOUS !

4 numéros +

le Spécial Directeur ACM

tarifs valables jusqu'au 31/12/2013

48 €



Chaque trimestre, *Loisirs Éducation* comprend un dossier thématique d'une vingtaine de pages concernant les Accueils collectifs de mineurs. Chaque numéro propose également, en lien avec l'éducation, des analyses, des points de vue, des sujets de société, des informations réglementaires et pratiques.

ACCUEILS DU MATIN ET DU SOIR

TEMPS PÉRISCOLAIRES... OUI MAIS ÉDUCATIFS !

Les temps périscolaires sont désormais dans le paysage éducatif. Pour plus de clarté, le numéro de décembre 2010 de *Loisirs Éducation* proposait d'abord un zoom sur la pause méridienne. Il est mis cette fois sur les temps d'accueils du matin et du soir encadrant la journée de classe.

Force est de constater qu'avec certaines spécificités liées au rythme journalier, l'organisation de ces temps recoupe les mêmes enjeux. Preuve qu'il s'agit bien d'un tout relevant d'un projet global. Les besoins de garde des parents se doublent d'exigences rejoignant le souci de qualité éducative d'acteurs associatifs en mal encore parfois de réel partenariat avec les enseignants. En l'absence de cadre clair et de financements de l'État, les collectivités territoriales prennent de plus en plus leurs responsabilités sur ces temps dans le cadre de leurs projets éducatifs locaux, amorçant ainsi un service public des temps périscolaires.

TEMPS PÉRISCOLAIRES : LE BESOIN D'UN ÉLAN NOUVEAU !

COMPRENDRE

- Retour sur le dossier Pause méridienne page 21
- Petite histoire des accueils périscolaires page 22
- D'abord préserver la qualité de vie de l'enfant par Nadine
- Le Floc'h, maître de conférences en psychologie page 23
- Temps périscolaires : temps interstitiels,
résiduels ou essentiels ? page 24

VOIR

- « SasPass » bien après l'école, à Brest page 25
- Six heures d'école mais dix heures
dans l'école, à Toulouse pages 26-27
- Commencer la journée tout en douceur, à La Garde page 28

PAROLES D'ACTEURS ET DE DÉCIDEURS

- Points de vue d'enseignantes page 29
- « Ce temps est particulièrement sensible »,
réponses de la Djepva page 30
- Le périscolaire financé par les CAF,
propos du président de la Cnaf page 31
- Former les agents des accueils périscolaires page 32

DÉBAT

- Où vont les temps périscolaires ?
- Débat entre la fédération Léo Lagrange,
le Snuipp-FSU, la FCPE et le Réseau français
des villes éducatrices pages 33 à 35

BIBLIOGRAPHIE

- page 36



Temps périscolaires : le besoin d'un élan

RANÇON D'UNE CROISSANCE SPECTACULAIRE, LES TEMPS PÉRISCOLAIRES SONT AUJOURD'HUI CONFRONTÉS À UN ENSEMBLE D'ENJEUX SUR LEUR IDENTITÉ COMPLÉMENTAIRE AVEC L'ÉCOLE, LEUR RÉGLEMENTATION, LES INÉGALITÉS ENTRE TERRITOIRES, SANS OUBLIER LEUR FINANCEMENT. LA QUESTION D'UN SERVICE PUBLIC DE CES TEMPS SE POSE.

Les accueils du matin ou du soir encadrant la journée de classe et à fortiori la pause méridienne font partie du paysage éducatif. Sauf pour les territoires qui en sont encore dépourvus ! Ils sont certes de plus en plus rares, mais cela souligne d'autant plus l'inégalité territoriale en la matière. Elle pénalise des familles privées d'un mode de garde devenu indispensable au regard des évolutions sociales. Elle pénalise des enfants privés d'un temps éducatif où alternent jeu, activités et repos, nécessaire à l'équilibre de leur rythme quotidien et à leur vie d'enfants. Cela handicape plus particulièrement les enfants en difficulté puisque il est reconnu que des temps périscolaires de qualité favorisent notamment une meilleure capacité de concentration en classe.

L'origine de cette inégalité est ancienne. Aucune loi n'oblige une collectivité territoriale à prendre en charge ces temps périscolaires contrairement à l'école. C'est de leur seule libre initiative, souvent à la demande de parents et sous l'impulsion des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public, et notamment des Francas, pionniers des maisons de l'enfance,

des centres de loisirs associés à l'école (Claré) ou des écoles ouvertes dans les années 1970. On peut regretter que les diverses étapes de la décentralisation, ces trente dernières années, n'aient pas instauré cette compétence des communes et intercommunalités et envisagé des modalités de financement. La croissance exponentielle des temps périscolaires a donc été le fait du volontarisme de collectivités territoriales, encouragées par une politique incitative des caisses d'allocations familiales (CAF) via les contrats enfance... Seul le début des années 2000 verra une impulsion étatique avec les contrats éducatifs locaux qui seront sacrifiés dans l'alternance politique de 2002.

L'absence de compétence clairement définie et de moyens financiers afférents explique la part de flou autour de la réglementation. D'une part, la possibilité d'une « garderie scolaire » non déclarée, terme vague sans exigence de taux d'encadrement et de contenu éducatif. D'autre part, l'instruction Jeunesse et sports de 2006 qui requiert de déclarer

en accueils de loisirs les temps périscolaires du matin, midi et soir conçus autour d'activités pour un public régulier pendant une durée journalière minimale de deux heures. Une déclaration qui permet certes le versement de la prestation de service ordinaire (PSO) des CAF pour un accueil périscolaire dépassant la seule pause méridienne mais qui entraîne des exigences en matière de projet éducatif et de taux

et de qualification de l'encadrement. Dans ce flou, nombre de collectivités sont aujourd'hui tiraillées entre coût et exigence de qualité...

Dans ce flou, nombre de collectivités sont aujourd'hui tiraillées entre coûts et exigence de qualité...

Le choix de temps périscolaires réellement éducatifs représente un engagement financier important des collectivités, que toutes ne peuvent assumer aujourd'hui. D'où les inquiétudes des associations qui gèrent ces activités par délégation des collectivités ou avec des conventions et des subventions. Des financements contraints et instables les obligent à assumer, sur des temps de travail partiels, une part d'emploi encore trop souvent précarisé et un fort roulement des équipes

d'animation. Cette situation s'aggrave encore au vu des réductions des engagements financiers des CAF, notamment le refus de prise en compte du temps de repas dans le calcul de la PSO. S'ajoute l'inquiétude sur la réforme des rythmes scolaires. Elle devra nécessairement porter sur le rythme scolaire journalier, ce qui aura des répercussions inévitables sur les temps périscolaires rendus encore plus nécessaires. L'État renverra-t-il cela vers les collectivités sans se soucier des contraintes nouvelles et des coûts, comme il l'a fait avec la semaine de quatre jours ? Beaucoup le craignent.

Ces incertitudes, ces fragilités comme ces inégalités territoriales ne peuvent plus durer. Des choix sont nécessaires. Le débat lancé entre les différents acteurs de la confédération JPA en atteste. Associations éducatives, parents d'élèves de la FCPE¹, syndicats d'enseignants, villes éducatrices, tous pointent les ambiguïtés actuelles. L'avenir des temps périscolaires s'écrit, avec celui de l'école, dans un « projet national pour l'enfance et la jeunesse » et avec « l'élaboration de la loi d'orientation et de programmation pluriannuelle indispensable

nouveau !

Par Jean-Louis Colombiès

à sa mise en œuvre ». C'est le sens de l'appel de Bobigny lancé en 2010 : « *définir un projet éducatif global ambitieux pour l'enfance et la jeunesse sur tous les temps et les espaces éducatifs et sociaux articulant éducations formelle, informelle et non formelle* ». Parmi les propositions concrètes figurent « *la reconnaissance nationale par la loi des projets éducatifs de territoire [devant] s'articuler avec les projets des établissements...* » et la création d'un « *fonds national de soutien et de péréquation, accompagné par la CNAF² pour les temps péri scolaires et extra scolaires* ». Une façon de construire un service public des temps périscolaires donnant, à la fois une légitimité et des moyens nouveaux aux communes et intercommunalités, et ouvrant de nouvelles perspectives partenariales avec les associations éducatives, les écoles et les parents.

Ces perspectives importantes doivent s'appuyer aussi sur une affirmation plus forte de l'identité des temps périscolaires qui ira de pair avec leur meilleure reconnaissance. Du chemin a été parcouru. Leur caractère éducatif est un

acquis. Mais le partage de l'espace commun comme l'articulation des projets et les lieux de concertation restent à généraliser. Car, loin d'une forme de subordination, la complémentarité temps périscolaires et école que nous revendiquons est avant tout une volonté partenariale pour bâtir une continuité éducative. Collectivités et parents ne s'y trompent d'ailleurs pas : ils soulignent le rôle évident de ces temps pour rapprocher les familles de l'école et l'opportunité offerte d'ouvrir davantage l'école sur son environnement tout en favorisant des apprentissages spécifiques. Une façon explicite d'affirmer le rôle clé des temps périscolaires, dans le projet éducatif local. ■

(1) Fédération des conseils de parents d'élèves.

(2) Caisse nationale des allocations familiales

La pause méridienne

LE NUMÉRO DE DÉCEMBRE 2010 DE *LOISIRS ÉDUCATION* ÉTAIT CONSACRÉ AUX ENJEUX ÉDUCATIFS DE LA PAUSE MÉRIDIDIENNE.

RETOUR SUR LES MOMENTS FORTS.

Enjeux

« *La garderie entre midi et deux a fait son temps ! Seul un accueil éducatif périscolaire répondant à des critères de qualité en matière d'alimentation, de service, et d'animation permettra d'aller vers la "restauration" complète et indispensable à laquelle ont droit tous les enfants. Un véritable service public à développer.* » Jean-Louis Colombiès de La JPA.

« *Il faut revendiquer que ce temps garantisse, au-delà de la qualité alimentaire, une qualité de l'encadrement et des activités.* »

Didier Jacquemain, de la Fédération nationale des Francas.

Financement

« *Le grand écart de ceux qui affirment haut et fort une volonté de service public de qualité [pour la pause méridienne] et qui derrière ne mettent pas les moyens doit cesser.* » Marie-Laure Davy, de la Fédération Léo Lagrange.

« *La pause méridienne est un temps éducatif qui doit être intégré au service public d'éducation... [Pour cela] elle doit être considérée dans le cadre d'un continuum éducatif où serait reconnu le partage des responsabilités et des budgets entre les collectivités locales et l'État* » Ornella del Giudice, de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes.

Rythmes

« *Comment faire admettre à une société qui court chaque jour un peu plus vite et qui "fait la chasse" à tout ce qu'elle soupçonne d'être des moments perdus ou non productifs que les enfants ont besoin de récupérer et particulièrement à ce moment de la journée [la pause méridienne].* » René Clarisse, maître de conférences en psychologie.

Formation

« *Nous avons besoin de personnes qualifiées conscientes des enjeux d'éducation et de conditions organisationnelles allant dans le sens de la mise en œuvre du projet éducatif de la pause méridienne.* » Michel Le Jeune, de la Ligue de l'enseignement. ■





Pour les Francas, même si à leur création, au sortir de la deuxième guerre mondiale, les activités périscolaires se situaient presque exclusivement le jeudi après-midi, la volonté était bien de dépasser l'objectif de protection des enfants qu'assuraient les garderies et les patronages des années 1930, pour proposer des activités éducatives et « *éduquer activement et librement des masses de gosses* ». Déjà cette volonté de compléter l'action éducative de l'école au-delà des heures scolaires était portée par l'Usep¹ créée en 1939.

Si les études du soir se mettent en place, essentiellement dans les villes, la question de la prise en charge des enfants en dehors de l'école se pose le plus souvent pour les périodes de vacances. Dès 1954, les Francas recherchent une solution « *au problème terrible que posent pour les familles de travailleurs les petites vacances et la période des grandes vacances où l'enfant n'est pas en colonie* ».

C'est en 1955 qu'ils créent, avec l'appui de municipalités, les centres de plein air puis les

▲ **Plaquette de présentation des Francas, au début des années 1970, PAJEP, Archives départementales du Val-de-Marne, 547J.**

centres aérés périphériques pour favoriser « *la pratique d'activités éducatives et de plein air pendant les loisirs journaliers en dehors des activités scolaires* ».

Mais, jusqu'aux années 1970-80, en dehors des études, le périscolaire concerne essentiellement le repos hebdomadaire et les périodes de vacances. Dans une observation faite en 1978, les Francas constatent que 42% des accueils qu'ils encadrent concernent les grandes vacances, 38% les petites vacances et 21% les loisirs courts, soit à peine 4% pour le soir après la classe et 17% pour le mercredi (avec quelques accueils le samedi après-midi).

DES ÉVOLUTIONS RAPIDES

Dans les années suivantes un certain nombre d'évolutions vont avoir un impact grandissant sur les accueils en dehors de l'école : diversification des situations familiales et

Petite histoire des accueils périscolaires

Par Francis Vernhes

LES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES APRÈS LA CLASSE SE DÉVELOPPENT À PARTIR DES ANNÉES 1980.

FRANCIS VERNHES, VICE-PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES FRANCAS, RACONTE LA NAISSANCE DE CE TYPE D'ACCUEILS DANS L'HISTOIRE DE SON ASSOCIATION.

professionnelles, évolution des temps sociaux, augmentation du travail des femmes, etc.

Cela va avoir deux conséquences. La première est l'investissement des collectivités territoriales dans la mise en place de réponses sociales et/ou éducatives. « *Les possibilités de loisirs pour les enfants de milieux modestes ne se réalisent que grâce à l'effort important que s'imposent de nombreuses collectivités locales et des associations volontaires* » écrivent les Francas en 1975. La seconde

conséquence est la création de postes d'animateurs permanents et professionnels. Les Francas ont d'ailleurs créé la première formation pour eux en 1966.

Toujours pour ce qui concerne notre mouvement, une progression rapide et spectaculaire est constatée dans les années 1980. « *L'effort porté depuis quelques années sur les temps de loisirs courts porte ses fruits : le nombre de centres de loisirs qui accueillent les enfants tous les jours après la classe augmente régulièrement, l'animation de l'interclasse de midi est de plus en plus prise en compte et les Francas sont sollicités à la*

fois pour la formation des animateurs et pour mettre en œuvre des projets éducatifs recouvrant tous les temps de loisirs ».

Aujourd'hui, on peut faire référence à ce qui a été écrit par plusieurs associations² dans un texte récent « *Plusieurs temps tissent celui de l'éducation : les temps de réception, les temps de tâtonnement, les temps de relation, les temps d'expression, les temps de création, les temps libres* ».

L'emploi du terme « activités » à propos du périscolaire a parfois entraîné des confusions ou des dérives car l'accumulation d'activités, même si elles ont des visées éducatives, ne peut se substituer aux temps de relations et d'échanges, aux moments de repos... (qui sont aussi des temps éducatifs) dont les enfants ont besoin dans ces accueils du matin, du midi ou du soir.

L'enjeu est de répondre aux besoins sociaux exprimés par les familles dans un accueil périscolaire qui se fonde sur un projet éducatif. ■

(1) Union sportive de l'enseignement du premier degré.

(2) Contribution du Collectif des associations partenaires de l'école (Cape) à la consultation nationale sur les rythmes scolaires.

D'abord préserver la qualité de vie de l'enfant

Par Nadine Le Floc'h

LES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES RÉPONDENT À UN BESOIN SOCIAL DE GARDE DES ENFANTS POUR LES PARENTS EN ACTIVITÉ. POUR AUTANT, LEUR AMPLITUDE HORAIRE ET LEUR QUALITÉ DOIVENT FAIRE L'OBJET D'UNE RÉELLE ATTENTION, AU RISQUE D'AVOIR DES EFFETS NÉGATIFS SUR L'ENFANT ET SA FAMILLE. EXPLICATIONS DE NADINE LE FLOC'H, MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN PSYCHOLOGIE¹.

Parmi les différents moments de la journée, les temps de loisirs périscolaires, ceux qui précèdent et ceux qui suivent la journée de classe autant que le repos du midi constituent des moments essentiels dont les enjeux éducatifs et sociétaux ne sont que trop faiblement et trop rarement soulignés. Souvent confinés à des fonctions d'entre-temps avant et après intervention du temps de l'école, la présence et la qualité de ces temps journaliers représentent pourtant une ressource potentielle pour préserver la qualité de vie et l'équilibre de l'enfant et de sa famille.

RÉPONSE AUX BESOINS DES FAMILLES

De manière privilégiée les accueils collectifs du matin et du soir vont répondre aux besoins personnels de toutes les familles et en particulier celles dont les deux parents sont en activité professionnelle ou en recherche d'emploi ou encore aux familles monoparentales. La difficulté à

concilier les rôles parentaux et professionnels participe au stress professionnel du père et de la mère mais une répartition inégale de cette difficulté a été relevée au détriment des familles monoparentales et des employés et ouvriers². Les accueils collectifs jouent alors un rôle important pour le soutien à la parentalité, autant que pour l'engagement professionnel. Mais prudence, certains aspects de l'organisation du travail font l'objet de mises en garde non seulement pour l'adulte mais aussi pour sa famille³. Parmi les facteurs défavorables à l'enfant sont justement cités : un temps parental journalier trop réduit, des horaires de travail atypiques, flexibles et peu prévisibles, une activité professionnelle lors des moments socialement repérés comme des temps familiaux et de repos.

Les accueils périscolaires accessibles pour toutes les familles seraient ainsi à la charnière d'effets contradictoires : entre régulation sociale et accompagnement des activités parentales, ils ne

peuvent devenir les alibis de journées de moins en moins prévisibles et qui s'allongent au-delà du raisonnable pour les adultes comme pour les enfants.

ATTENTION À LA DURÉE

Et du côté des enfants ? Pour eux, les temps périscolaires de début et de fin de journée, marquent des moments de transition entre vie de famille et vie en dehors de la famille. Ces expériences ni scolaires, ni familiales méritent une réelle attention. Si les réponses sont adaptées, les effets positifs sont attendus sur le développement cognitif, affectif et social de l'enfant. En revanche si les réponses apportées se révèlent inadéquates ou de durée excessive, les effets peuvent alors être inverses. Plus l'enfant est jeune et plus la mise en garde apparaît de rigueur. Rappelons ici que ce sont les enfants les plus jeunes qui fréquentent ces accueils avec le plus d'assiduité. La connaissance des rythmes propres de l'enfant nous enseigne en particulier que quel que soit son âge, le matin reste un moment de « mise en route » et que le respect des besoins de sommeil est essentiel. C'est donc sous cette contrainte que l'accueil collectif va intervenir puisque la phase d'éveil observée en début de journée fera appel à quelques précautions éducatives (contenu des activités, aménagement spatial, vie sociale entre enfants). La fin de journée nécessite quant à elle de considérer plus particulièrement encore, la diversité des enfants car la disponibilité et la demande d'activités des uns

contrastent avec la nette baisse de régime des autres. Repos dans un espace sécurisant pour ceux-ci et réponses adaptées et plus soutenues pour les premiers seront donc de rigueur. Il apparaît dans tous les cas que ces temps d'accueil mériteraient pourtant l'oubli de la pression de la performance évaluée. Quant au temps d'études surveillées qui lui reste par définition dans le droit fil de la demande scolaire, il mérite quelques

Il apparaît dans tous les cas que ces temps d'accueil mériteraient pourtant l'oubli de la pression de la performance évaluée.

précautions souvent de strict bon sens : temps de détente préservé après la classe, locaux adaptés, personnels formés, environnement éducatif sécurisant propice aux apprentissages de l'enfant, à ses réussites comme à ses erreurs...

Les accueils collectifs du matin et du soir représentent bien des outils privilégiés de soutien à la fonction parentale et d'éducation qui appellent différents niveaux d'exigences pour qu'ils puissent jouer leur rôle : accessibilité pour toutes les familles, formation des personnels, espaces adaptés, réponses pédagogiques libérées des pressions scolaires et différenciées selon les enfants. ■

(1) Membre du laboratoire de recherche EA 2114 « Psychologie des âges de la vie » de l'université de Tours. Ces travaux de recherche concernent la chronopsychologie/l'étude des rythmes psychologiques et l'adaptation à la situation de travail dans tous les âges de la vie.

(2) Le Floc'h N., Clarisse R., Testu F., Kindelberger C., 2005. La conciliation des rôles professionnels et parentaux, un facteur de stress professionnel : construction et première validation d'une échelle de mesure. *Revue Européenne de Psychologie Appliquée* 55, 9-20.

(3) Gadbois C. (2004). Les discordances psychosociales des horaires postés : questions en suspens, *Le travail humain*, 67 :1, 63-85.

Temps périscolaires : temps interstitiels, résiduels ou essentiels ?

Par Denis Queva

LES TEMPS PÉRISCOLAIRES DOIVENT METTRE EN ŒUVRE À LA FOIS UNE PÉDAGOGIE COLLECTIVE ET UNE PÉDAGOGIE DE LA RELATION À L'ENFANT, SELON DENIS QUEVA, DIRECTEUR DES SERVICES DE LA VILLE DE FISMES.

Accueil du matin, accueil du soir : temps interstitiels mangés par les contraintes horaires des familles et des établissements scolaires, la précipitation des parents qui vont travailler ou en reviennent, les multiples tâches du quotidien. Pour les enfants : s'habiller, se déshabiller, déposer ou reprendre ses affaires. Pour les animateurs : pointer les arrivées, les départs, passer de l'information aux familles, aux enseignants, aux collègues...

Et pourtant, faut-il considérer ces moments émiettés, comme des temps résiduels, où il est nécessaire de proposer un accueil comme par défaut, puisque les familles en ont tant besoin, mais dont

la qualité importe peu au final ? Pas si sûr.

Tout d'abord, les accueils du matin et du soir sont des moments de vie d'autant plus importants pour l'équilibre des enfants qu'ils sont répétitifs et touchent à leur vie quotidienne.

Trouver un cadre stable et bien repéré, des habitudes sécurisantes, des visages amis et connus, des itinéraires personnels personnalisables par chaque enfant en fonction de ses besoins du moment : tout ceci a une grande importance pour la qualité du temps passé, même si celui-ci est très court. Car on sait bien que pour l'être

humain, la qualité du temps est essentielle, au moins autant que la quantité de temps disponible.

Cet aménagement du quotidien demande de la part des adultes, quelle que soit leur part de responsabilité dans l'organisation des accueils, des exigences toutes particulières et plutôt inhabituelles dans leur niveau de détail.

Tout d'abord, une attention au cadre matériel d'accueil, qui doit être aménagé en fonction des nombreuses et fortes contraintes des accueils courts : espaces d'accueil, de rangement, de libre activité, espaces intermédiaires entre intérieur et extérieur pour profiter de l'air libre, même pour un court moment.

Ensuite, une attention à la formation des personnels concernés. La nature de ces moments oblige à une attention portée à chaque enfant, et non pas globalement, à l'ensemble du groupe d'enfant.

Enfin, une attention extrême à la pédagogie mise en œuvre, nécessairement ultra-différenciée, puisque chaque personne enfantine, dans son quotidien et dans ses relations aux autres, exprime des besoins différents, se détend de manière différente, éprouve des sentiments différents, que ce soit au moment d'entrer à l'école comme après une longue journée de classe.

Élément supplémentaire, le facteur humain. Dans le développement d'un enfant, être social, la rencontre des adultes est essentielle et elle est soumise à tous les aléas de la personnalité humaine : bon contact, mauvais contact. De surcroît, ces temps interstitiels sont d'autant plus difficiles à animer au plan de la relation que l'enfant est nécessairement tenté de considérer que ce qui est valable à l'école, au centre de loisirs à la journée, en famille, ne l'est plus en temps très court... et que les règles n'y valent plus.

Tout projet éducatif local devrait marcher sur deux jambes : d'une part la mise en œuvre d'une pédagogie collective, une pédagogie de groupe et de l'activité formalisée, qui est souvent sa partie la plus développée, mais d'autre part aussi l'exigence d'une pédagogie individualisée, une pédagogie de l'écoute de l'enfant et de la relation à l'enfant, qui est souvent la partie la plus faible des projets, même si ce n'est sans doute pas la plus facile à discuter et à mettre en forme collective, dans un environnement social général souvent déserté par la dimension humaine.

En somme, les temps périscolaires concentrent en eux un potentiel éducatif d'autant plus important qu'il est sous-estimé, voire négligé, dans une pédagogie traditionnelle à la française, qui reste malgré tout plus à l'aise dans la proposition d'activité que dans la précision de la relation à l'enfant. ■

Durant les accueils du matin et du soir, les moments d'écoute individualisée des enfants doivent être privilégiés.





« SasPass » bien après l'école

Par Jean-Yves L'Helgoualc'h

A L'ÉCOLE SANQUER DU QUARTIER DU MÊME NOM À BREST, LE « SASPASS » EST COMME UNE PASSERELLE ENTRE LE TEMPS SCOLAIRE ET LE RETOUR À LA MAISON. UNE FIN D'APRÈS-MIDI ORDINAIRE AVEC PATRICK BELLOEIL, DIRECTEUR DE LA STRUCTURE ASSOCIATIVE EN CHARGE DE L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE.

Comme chaque mardi, vers 16h00, Patrick Belloeil, directeur du Patronage laïque Sanquer « monte » à l'école élémentaire publique. Elle porte le nom de ce quartier populaire du centre ville de Brest. Il va à la rencontre des enseignants. Bonjour amical aux quelques rares enfants qui sortent de l'école. Avec son équipe d'animateurs, il accueille de 16h15 à 17h00 la plupart des élèves de l'école sur un temps partagé avec les enseignants. Cet accueil est appelé « SasPass ». Il a été mis en œuvre à la rentrée 2009, dans le cadre d'une expérimentation menée dans cette école sur une semaine de quatre jours et demi, incluant le mercredi matin de classe. Dans ce projet, le patronage laïque anime les accueils du matin et du soir et la pause méridienne.

PAS D'ÉCOLE APRÈS L'ÉCOLE
Pendant que les enseignants gèrent des groupes d'enfants en aide individualisée, les

▲ Directeur du Patronage laïque Sanquer, Patrick Belloeil propose après l'école différents ateliers sans surenchère d'activités.

animateurs du « Saspass » proposent différents ateliers comme la jonglerie, la peinture murale ou du « graf ».

« Pas d'école après l'école » nous précise le directeur militant. Valoriser des savoir faire différents des compétences scolaires comme éduquer au choix reste un objectif majeur de ce projet associatif.

La recherche de cohérence des temps éducatifs est fondamentale. « Ici pas de compilations ni de surenchère d'activités mais une référence forte au projet pédagogique partagé » nous rassure le directeur. Bon nombre de ces animateurs, jeunes dans l'ensemble, ont le Bafa¹, d'autres titulaires comme Allann un diplôme professionnel BPJEPS², et d'autres encore

non diplômés complètent l'équipe de salariés.

17 heures. Certains enfants rentrent chez eux tandis que d'autres retrouvent le centre de loisirs classique ouvert jusqu'à 19 heures. Retour au patro pour Patrick Belloeil. Il va rencontrer son président pour préparer le prochain conseil d'école où il donnera des éléments d'évaluation sur le dispositif. Ce rendez-vous sera aussi l'occasion d'échanger sur le prochain recrutement : un danseur hip-hop. Celui-ci n'a pas

d'expérience d'animation, mais le directeur souhaite néanmoins l'intégrer au groupe pour élargir la panoplie d'activités. Certes la compilation de compétences ne fait pas un projet mais la

diversité des parcours et des techniques peuvent aussi apporter de la qualité d'un projet. « Les vacataires doivent intégrer leur technique au projet associatif et ça c'est mon boulot » note le directeur. Un bémol, néanmoins, le travail reste précaire. « Nous sommes obligés d'avoir parfois recours au dispositif précaire comme le contrat unique d'insertion » reconnaît

le directeur chargé du recrutement au sein du patro.

« TU FERAS QUOI COMME MÉTIER PLUS TARD »

19 heures. Réunion de bilan avec l'ensemble de l'équipe. Ce soir un point sur les activités conduites et sur les relations entre les parents et les animateurs. Ces temps de concertation sont primordiaux. Quelques inquiétudes y sont formulées. Elodie est dubitative par les attentes quelque peu démesurées de certains parents : « C'est pour eux comme un parcimètre, on achète pour 15 minutes d'éducation » ironise-telle. « Si vous trouvez que l'éducation coûte cher essayez l'ignorance » lui rétorque en souriant Patrick Belloeil en citant Lincoln.

Quant à Allann, le plus chevronné de l'équipe, il constate que dans les représentations sociales l'animation n'est pas encore reconnue comme un vrai métier. « Tu feras quoi comme métier plus tard ? » lui a demandé un jour un enfant. « Je ne changerai pas, c'est quand même un vrai boulot éducatif. » ■

(1) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur.

(2) Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport.

Six heures d'école mais dix heures dans



▲ 7h30. Bénédicte pointe les heures d'arrivée des enfants pour la CAF.



▲ 7h40. Bradley à gauche joue au ballon dès son arrivée.



▲ 8h00. On s'affronte au jeu de cartes à la ludothèque.



▲ 8h30. Les enfants se entrent en classe.

POUR DE NOMBREUX ENFANTS, LE TEMPS DE PRÉSENCE DANS L'ÉCOLE EST PRESQUE DEUX FOIS PLUS LONG QUE LE TEMPS SCOLAIRE. D'OÙ L'IMPORTANCE D'ACCUEILS PÉRISCOLAIRES OFFRANT À LA FOIS ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ET ENCADREMENT ADAPTÉ. APRÈS UN REPORTAGE SUR LE TEMPS DE PAUSE MÉRIDIENNE DANS NOTRE DOSSIER DE DÉCEMBRE, RETOUR AU CENTRE DE LOISIRS ASSOCIÉ À L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE ANATOLE FRANCE À TOULOUSE.

7h15. Malgré le soleil qui pointe, le froid pique. La cour de l'école est déserte. Paul, un animateur, me rejoint : « *ils arrivent au compte goutte jusque vers 8h, après ça s'accélère* ».

7h30. Bénédicte, une autre animatrice, prend son poste au portail : « *C'est moins dur depuis qu'il fait jour. Je pointe les heures d'arrivée car la CAF¹ les demande par plage d'un ¼ d'heure pour le financement. On a environ 150 inscrits le matin* ». Les « fidèles » de 7h30 ne tardent pas. Morgane puis Claudia entament le rituel : poser le cartable dans le préau puis aller voir les animateurs. Quelques minutes plus tard, ils sont dix sous le préau dont Fanny. Elle s'est levée vers 7h après s'être couchée à 9h. On viendra la chercher vers 18h. Elle pétille déjà et se précipite vers Émilie, l'animatrice de son atelier cabaret : « *On répète ce soir... mais c'est top secret !* ».

Voilà Bradley. Le cartable jeté, il court dans tous les sens. « *Il a remis des piles neuves* » s'amuse Bénédicte.

7h50. Le Claé se remplit. Une file d'enfants longe le bâtiment vers le préau. Gaëtan, levé depuis vingt minutes, engloutit une énorme chocolatine... son petit déjeuner. À la ludothèque on joue au Grand Dalmuti avec Paul. Un enfant vient réclamer un ballon. Dans la cour désormais animée et bruyante, Fanny joue au Uno. D'autres se poursuivent ou discutent tranquillement. Bradley court seul avec un ballon de basket qui ne veut jamais rentrer.

8h10. Les arrivées s'accroissent encore. Bénédicte pointe tout en discutant avec Manu, lancée dans sa « tchache » matinale sur les croquettes de sa grand-mère et la dernière

série TV. Emma arrive et se blottit contre Bénédicte. Elle dort debout.

8h20. Dix minutes avant le début de la classe, Bénédicte est relayée au portail par une enseignante. Pour elle « *l'accueil Claé du matin est une transition utile, c'est important de pouvoir jouer avant de commencer une longue journée* ». Fanny a retrouvé ses copines.

À la sonnerie tout le monde se précipite vers les cartables et se met en rang. L'école commence. Les animateurs s'effacent. Émilie reviendra à 11h, « *il faut savoir s'organiser, alors je fais mes courses* » dit-elle en s'échappant.

16h. Déjà la sonnerie, la quatrième de la journée après celle du matin et les deux qui ont encadré la pause méridienne. « *Entre 120 et 130 enfants sont inscrits à l'accueil du soir dont 40 vont en étude*

surveillée de 16h35 à 17h35. Comme le matin, beaucoup d'activités non structurées mais aussi deux ateliers sur inscription, un ou deux soirs sur plusieurs semaines. En ce moment c'est cabaret et foot US » précise Éric le directeur, avant d'aller au portail pour accueillir les parents. « *On est les premiers !* » Cris et galopades vers le local pour lire les offres d'activités. Paul tente de canaliser pour pointer les participants. Des flux s'organisent. Une longue file, cartable au dos ou sur roulettes, part vers le portail. Ceux qui restent au Claé s'égayent dans la cour. Revoilà Bradley qui, aussitôt inscrit, se remet à sauter partout puis se couche sur le sol du préau pour jouer avec une toupie avant de se « ravitailler en vol » avec du pain mis à disposition. Revoilà aussi Fanny qui me donne rendez-vous à l'atelier cabaret après 16h35 et part jouer. Les goûters sont de sortie au milieu de poursuites et de jeux de ballon. Prés de la « ludo » une table d'enfants s'installe pour des perles et des dessins. À l'intérieur le babyfoot a repris.

16h35. Certains repartent vers les classes pour l'étude surveillée. Parmi eux, Bradley qui aura juste profité d'un bref

Emma arrive et se blottit contre Bénédicte. Elle dort debout.

l'école

Par Jean-Louis Colombières



mettent en rang pour

▲ 16h00. Les cours sont terminés. Des enfants s'installent pour faire des dessins ou des bracelets.

▲ 16h35. Fanny, au centre tee-shirt blanc sans lunettes, s'éclate à l'atelier cabaret.

▲ Les parents ont jusqu'à 18h30 pour récupérer leurs enfants.

moment de répit. D'autres, comme Fanny, rejoignent une salle du Claé ou le gymnase pour les ateliers. La cour retentit toujours des cris et des galopades.

17h. Pas difficile de trouver le cabaret. Il suffit de suivre la musique pour apercevoir Fanny au milieu d'un groupe de filles qui se trémoussent. Émilie l'animatrice « s'éclate » en meneuse de revue. En sortant, coup d'œil discret à la « ludo » où des enfants lisent, jouent aux cartes ou à *La Bonne Paye*. Dehors la cour commence à se vider. Des mamans arrivent. Bisous par ci, appels secs par là. Une autre

a du mal à faire abandonner sa partie de basket à Johann qui, à regret, finit par aller prendre son cartable. Au gymnase, quelques garçons répètent inlassablement avec Paul les tactiques du foot américain.

17h15. La cour continue de se vider. Au portail, une maman inscrit sa fille pour un futur atelier et Nathalie, la directrice adjointe, a pris le relais. Elle accompagne le départ de chaque enfant d'un mot ou d'un geste sans oublier des rappels de paiement de la cantine aux parents. Dorine, l'animatrice « polyvalente », veille sur la cour et secourt Aboubakar qui arbore une

belle bosse couverte d'une poche de glace, tel un joueur du stade toulousain. Un grand père attend sa petite fille qui est à l'étude. « *Elle préférerait être au Claé* » dit-il en souriant.

17h30. Encore 60 enfants plus ceux de l'étude. Les parents vont chercher leurs enfants à l'intérieur après avoir signé. Pas de cordon sanitaire et de talkie-walkie comme dans d'autres Claé. Encore une sonnerie pour la fin de l'étude, la cinquième ! Ça s'anime un peu sous le préau. Le flux de parents s'accroît. Bradley réapparaît, ses devoirs finis. Il file en sautillant vers le babyfoot. Au cabaret, Fanny et ses copines dégustent des crêpes apportées par Émilie. On discute costumes... le spectacle avance.

17h50. La cour est pratiquement vide. Dorine joue au foot avec les derniers irréductibles. Bradley a enfin une place au babyfoot. Une dispute s'amorce aussitôt arrêtée en consultant les règles d'auto-arbitrage affichées. Un papa se désespère en souriant « *il ne m'a pas vu, il joue !* » Au gymnase, deux mamans rentrent et attendent amusées que l'activité soit finie.

18h. Les ateliers sont terminés. Dans la cour les pigeons picorent désormais les miettes

des goûters. Fanny est partie. Au portail Nathalie est en grande discussion avec des filles à propos des futurs ateliers affichés. La maman croisée au gymnase vient signer. « *Ça s'est bien passé ?* » interroge Nathalie. « *Il se régale* » lui répond-elle visiblement ravie. Le papa de Bradley vient le chercher. Le garçon part en courant récupérer son sac, non sans avoir fait plusieurs détours.

18h15. Encore une quinzaine d'enfants. On entend désormais le chant des oiseaux ! Éric range et m'explique que « *l'organisation est souple pour s'adapter à ce mouvement perpétuel de départs. Seuls les ateliers avec inscription ont un horaire fixe et la plupart des parents le respectent. Par contre on réfléchit avec la mairie sur l'étude surveillée car ça fait trop de strates* ».

18h35. Sarah partira la dernière. Sa maman a téléphoné pour signaler le retard. Elle finit par arriver avec une poussette, essoufflée : « *la journée a été difficile* » dit-elle pour s'excuser. Nathalie ferme le portail. Pour beaucoup d'enfants la journée dans l'école aura surtout été longue. Maintenant, la journée continue... à la maison. ■

(1) Caisse d'allocations familiales.

L'association Centre activités Anatole France

Adhérente aux Francas, l'association Centre activités Anatole France a été créée et est administrée par des parents d'élèves de l'école Anatole France à Toulouse. Elle gère le centre de loisirs associé à l'école (Claé) pour les accueils du matin et du soir, le temps de pause méridienne, le centre de loisirs des mercredis et des vacances et deux séjours par an. Elle bénéficie d'une convention avec la mairie de Toulouse et de la prestation de service CAF¹. Les accueils du matin, du soir et la pause méridienne sont déclarées en accueils de loisirs périscolaires. Le budget de l'association est d'environ 220.000 € pour 4,5 ETP² répartis sur treize salariés tous diplômés du Defa³ au Bafa⁴ (dont un directeur à plein temps, un noyau « stable » de trois CDI⁵ de 30h et neuf CDI intermittents qui tournent annuellement). ■

J-L C

(1) Caisse d'allocations familiales. — (2) Equivalent-temps-plein.

(3) Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation.

(4) Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur.

(5) Contrat à durée indéterminée.

Commencer la journée tout en douceur

Par Jean-Marc Suarnet

À LA GARDE DANS LE VAR, LE TEMPS D'ACCUEIL
AVANT LA CLASSE EST PROPICE AU DÉVELOPPEMENT
DES RELATIONS ENTRE ENFANTS DANS UNE AMBIANCE
CHALEUREUSE ET SÉCURISANTE.



© Claé La Garde

Il faut bien le reconnaître, dans le sempiternel débat « garderie ou accueil éducatif », l'accueil du matin n'a pas la meilleure place ! Certains lui déniaient tout objectif ambitieux : on lui reproche de solliciter les enfants alors qu'ils ne sont encore pas bien réveillés, de ne permettre aucune activité suivie du fait de l'accueil échelonné ou encore d'alourdir la journée de l'enfant...

Le fonctionnement du centre de loisirs associé à l'école (Claé) de la commune de La Garde dans le Var, affilié aux Francas, apporte quelques éléments de réponse.

Dans une salle réservée au Claé les enfants des deux écoles, maternelle et élémentaire,

sont accueillis ensemble dès 7h30. Sur un effectif de 284, chaque matin, ils sont seulement entre 12 et 25. Cet accueil doit rester un service utilisable lorsque nécessaire, l'accueil échelonné en étant un élément important. Pour ne pas ajouter de pénibilité à la journée de l'enfant, l'équipe du Claé se donne pour principe de favoriser une ambiance chaleureuse, afin que chacun sente une réelle sécurité affective. Les plus petits en particulier peuvent terminer de se réveiller en douceur sur des chauffeuses et des coussins.

Il n'y a pas d'action éducative qui s'appuie prioritairement

**Les plus
petits peuvent
terminer de
se réveiller en
douceur sur des
chauffeuses et
des coussins**

sur l'accueil du matin car la souplesse est inhérente à ce type d'accueil. Néanmoins, certaines activités y sont vraiment à leur place. C'est le cas du projet lecture, qui, de par un effectif réduit et une atmosphère très calme, trouve dans l'accueil du matin un temps très favorable à la découverte des livres ou à la lecture orale de contes.

Patricia Théry, directrice du Claé, explique : « *Les objectifs de socialisation, de travail sur les comportements relationnels et d'incitation au partage ont été retenus par l'équipe comme prioritaires sur ce type d'accueil* ». Les animateurs veillent donc à ce que les enfants, d'âge très différents, puissent progresser

▲ Le matin avant l'école, c'est ambiance cocooning autour d'un livre.

en ce sens, quelles que soient les activités pratiquées (jeux de société, activités plastiques...).

Inscrit depuis longtemps dans la démarche éducative locale, le Claé propose un projet portant sur tous les temps de vie de l'enfant et établi en cohérence avec les familles et l'école. Son conseil d'administration, ainsi que les réunions mensuelles rassemblant les responsables pédagogiques des écoles et du Claé, donnent à ce projet une réelle continuité entre les différents temps de vie. De fait, le temps d'accueil du matin ne se trouve pas isolé mais donne aux animateurs la possibilité d'encadrer les enfants en conservant les objectifs généraux définis. ■

Répondre à l'éloignement

En zone rurale, le périscolaire répond à une double contrainte pour les parents : habiter loin et travailler loin. Explications de Didier Luce, responsable pour l'association Léo Lagrange des services enfance-jeunesse d'une communauté de communes.

« À quarante kilomètres du Puy-en-Velay et soixante-dix de Saint-Étienne, notre communauté de communes compte 4 550 habitants. Près de la moitié habite Craonne-sur-Arzon. Trois communes de 500 habitants ont chacune une école, Craonne en compte deux. L'association Léo Lagrange intervient sur l'école

publique de Julliangues et sur celle de Craonne, dans le cadre du centre de loisirs périscolaire le matin (8h-8h50 à Julliangues, 7h45-8h20 à Craonne) et le soir (16h30-18h), ainsi que pour la pause méridienne. Toutes les écoles sont également desservies par les transports scolaires qui circulent de 7h30 à 17h30. Un enfant peut ainsi passer une dizaine d'heures hors de chez lui. Ces temps de prise en charge des enfants, mis en place dans le cadre du contrat enfance jeunesse de la caisse d'allocations familiales (CAF), sont très fréquentés : de nombreux parents travaillent loin et y conduisent leurs enfants, du fait de la dispersion de l'habitat. Suite à un accord avec la CAF, la fréquentation du centre de loisirs périscolaire ne coûte aux familles que l'adhésion à l'association.

À Julliangues, les enfants de 2 à 11 ans sont accueillis ensemble. Les 49 élèves fréquentent l'accueil périscolaire à un moment ou à un autre. L'intérêt des activités y est pour beaucoup, surtout le soir : l'absence d'étude surveillée laisse une plage d'une heure trente où peuvent s'organiser des activités d'art plastique, des grands jeux et des ateliers avec le club des aînés. À Craonne, en primaire, l'accueil du soir se fait après l'étude. La plage horaire est plus courte qu'à Julliangues. Les enfants partent au fur et à mesure. Ce temps est encore appréhendé comme la garderie du soir qui existait auparavant. Néanmoins la suppression cette année de l'étude du vendredi est une occasion de proposer des activités plus structurées. » ■

Albert Sousbie



© Jean-Louis Colombiès - La JPA

Points de vue d'enseignantes

QUATRE ENSEIGNANTES TÉMOIGNENT DE LA QUALITÉ
DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES DANS LEUR ÉCOLE.

Mmes Karpatty et Costel,
enseignantes
à l'école maternelle
de La Garde dans le Var

« Dans notre école, entre les temps scolaires et les temps du centre de loisirs, les enfants vivent une continuité au travers des lieux, des matériels et des personnels. Cela est un facteur essentiel d'un bien-être qui rejaillit sur l'ambiance générale de l'école et sur les résultats des enfants. Et tant mieux s'ils sont peu nombreux à fréquenter l'accueil du matin, cela

leur évite un surcroît de fatigue. » ■

Jean-Marc Suarnet

Mme Fraisse,
directrice de l'école
élémentaire du Bourg, à
Jullianges en Haute-Loire

« Les animations proposées le soir sont très riches. Elles obtiennent une large adhésion des élèves, surtout lorsqu'il y a un intervenant spécialisé. La découverte d'activités nouvelles, les conseils d'un spécialiste, l'ouverture à des adultes nouveaux : tout cela est

très positif, peut-être particulièrement en milieu rural, où l'offre d'activités est plus rare. Cependant, l'attention des enfants est très sollicitée, ce qui contribue sans doute à alourdir encore la journée, notamment pour ceux qui sont arrivés le matin dès huit heures à la garderie. Les soirs sans intervenant, les animatrices ont plus de latitude pour s'adapter à l'état de fatigue des enfants. » ■

Albert Soubie

Mme Keller,
directrice de l'école
élémentaire Anatole
France à Toulouse en
Haute-Garonne

« Le Claé fait partie du paysage de l'école. Je suis là depuis dix ans et son directeur depuis vingt ! On

part des mêmes valeurs : autonomie, respect des autres et des règles. Ça se perd parfois à la maison d'où le rôle des activités périscolaires pour les compétences sociales. L'approche ludique est plus favorable... La journée de l'enfant sur l'école est bien trop longue, le Centre de loisirs associé à l'école (Claé) est une bonne réponse. On discute beau-

coup avec l'équipe du Claé sur le temps de retour au calme, les transitions. Ce sont de vrais professionnels de l'éducation. Nos regards croisés sur les enfants sont riches, c'est de la coéducation. On a de la chance ici, je le vois à la réunion des directeurs d'école quand on en parle ! » ■

Jean-Louis Colombiès

« Ce temps est particulièrement sensible »

Réponses recueillies par Bruno André-Burel

LA DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE LA VIE
ASSOCIATIVE PRÔNE DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES DE QUALITÉ DONT LES PROJETS
SONT ÉLABORÉS EN CONCERTATION AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS ÉDUCATIFS ET
PRENANT EN COMPTE LES ATTENTES DES FAMILLES ET LES BESOINS DES ENFANTS.

Quels sont les enjeux éducatifs des accueils périscolaires ?

Les accueils périscolaires sont à considérer soit comme des garderies soit comme des accueils de loisirs périscolaires. Ces derniers se distinguent des garderies car ils répondent à un projet éducatif élaboré par un organisateur et mis en œuvre par une équipe d'encadrement à travers un projet pédagogique. Ils sont soumis à une obligation de déclaration et à l'ensemble des dispositions du cadre réglementaire des accueils collectifs de mineurs prévus par le code de l'action sociale et des familles. Ce temps qui s'insère entre le temps scolaire et le temps familial – sans oublier le temps de la restauration scolaire – est particulièrement sensible. Le projet développé doit obligatoirement prendre en compte l'ensemble des temps de l'enfant et proposer des activités éducatives qui concilient le besoin de garde des familles et les besoins psychologiques et physiologiques des enfants en respectant notamment les rythmes de vie de tous.

Quelles difficultés identifiez-vous dans la mise en œuvre d'un tel projet ?

Ce projet doit s'inscrire en complémentarité des activités déjà proposées aux enfants pendant les autres temps et nécessite par conséquent de rencontrer l'ensemble des acteurs éducatifs de manière à mieux connaître les objectifs de chacun et le vécu journalier des enfants. Il est

parfois difficile pour un opérateur de mobiliser tous les acteurs concernés et de prendre en compte les attentes parfois contradictoires de chacun (enseignants, municipalité,

responsables de club sportif ou culturel, parents, sans oublier les enfants). Cette démarche de concertation qui peut apparaître lourde est pourtant indispensable à

Il est parfois difficile pour un opérateur de mobiliser tous les acteurs concernés

l'élaboration d'un projet consensuel où l'intérêt de l'enfant est au cœur du dispositif. Le temps méridien (le temps du repas comprenant aussi un temps d'animation ou un temps libre qui précède et/ou suit le repas) doit être regardé avec attention de manière à ce que la reprise en classe s'effectue dans les meilleures conditions.

Quelles pistes de travail envisagez-vous pour en développer la qualité de ces accueils ?

Lorsque toutes les démarches prévues pour sa mise en place et son suivi sont respectées, le projet éducatif local est un outil intéressant. La qualité des réponses apportées dans ces lieux nécessite une information de tous les acteurs (réunions, conférences, formation sur site...) et un recours à des animateurs compétents et formés (en termes de formation initiale mais aussi de formation continue). Dans ce cadre, le rôle des associations et des collectivités locales, accompagnées par les services de l'État, est essentiel. ■

Accueil de loisirs périscolaire : c'est mieux de déclarer

Il est requis de déclarer⁽¹⁾ en accueil de loisirs, les accueils périscolaires du matin, du midi et du soir organisés autour des temps de scolarité, s'ils sont conçus autour d'activités organisées pour un public régulier pendant une durée journalière minimale de deux heures, sans forcément être continues. Le projet éducatif est alors

obligatoire. Cependant, ces temps d'accueil peuvent aussi être considérés comme des temps de garderie, de surveillance intérieure ou extérieure sans projet éducatif particulier, dans ce cas, ils n'ont pas à être déclarés.

La déclaration en accueil de loisirs oblige d'avoir un encadrement suffisant et qualifié. Le projet éducatif inclut tous les temps périscolaires (matin, midi, soir). Les conditions d'encadrement⁽²⁾ sont spécifiques : 1 animateur pour 14 pour les plus de 6 ans et 1 pour 10 pour les moins de 6 ans. Le versement de la prestation de service ordinaire de la caisse d'allocations familiales est conditionné par la déclaration.

Le temps du midi ne peut à lui seul justifier une déclaration en accueil de loisirs. ■

Bruno André-Burel

(1) Instruction n°06-192 JS au BOJSVA n°21 du 30.11.2006.

(2) CASF, art. R 227-16, décret du 26 juillet 2006.



Le périscolaire financé par les CAF

Propos recueillis par Évelyne Coggiola-Tamzali

▲ Le centre de loisirs associé à l'école (Clas) de la commune de La Garde dans le Var bénéficie de la prestation de service accordée par la CAF.

LES ACCUEILS ORGANISÉS DURANT LES TEMPS PÉRISCOLAIRES PEUVENT ÊTRE FINANCÉS EN PARTIE PAR LES CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) SELON CERTAINS CRITÈRES. PRÉSENTATION PAR JEAN-LOUIS DEROUSSIN PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF).

Quelle est la politique de la Cnaf concernant le financement des accueils durant les temps périscolaires en école primaire ?

Dans le cadre de sa politique en direction des temps libres des enfants et des jeunes, et conformément aux engagements pris pour la convention d'objectifs et de gestion 2009-2012 de poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction de l'enfance et de la jeunesse, la branche Famille contribue au développement et au fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, lesquels s'exercent notamment sur le temps périscolaire. Les CAF disposent de deux outils financiers pour ce faire, la prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement » (PS ALSH) destinée aux gestionnaires (qui peuvent être une association ou une commune) et le contrat « enfance jeunesse » destiné aux collectivités territoriales.

Quels sont les critères d'attribution de la prestation de service ?

Depuis 2007, le soutien financier et technique apporté par les CAF s'appuie sur le régime de protection des mineurs accueillis hors du domicile parental. Dans ce cadre, elles peuvent subventionner des accueils de loisirs extrascolaires mais aussi périscolaires ainsi que la pause méridienne dès lors que cette dernière est associée à un accueil du matin et/ou du soir, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un projet global d'accueil de loisirs et participe effectivement au temps éducatif. Seules les actions organisées autour du temps de repas sont retenues. En sus de ce pré-requis, les CAF apprécient les financements qu'elles pourront apporter en fonction de plusieurs critères dont l'accessibilité financière, l'ouverture à tous, le diagnostic local des besoins, le projet. Les actions soutenues par les CAF sur le temps périscolaire ne s'inscrivent pas unique-

ment dans le champ des loisirs, mais aussi dans celui de l'appui à la parentalité dans le cadre des contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas). Ce dispositif se donne en effet pour double objectif d'offrir un appui aux enfants et un accompagnement des parents afin d'améliorer la relation famille-école et les conditions de réussite des enfants et des jeunes.

Comment le contrat enfance jeunesse contribue-t-il au financement de ces accueils ?

Le contrat « enfance et jeunesse » (CEJ) vise à assurer un « continuum d'interventions et de services pour les enfants sans rupture d'âge en privilégiant une logique de passerelles successives jusqu'à la veille de la majorité légale de l'enfant ». Les aides financières ainsi accordées par les CAF sont destinées à soutenir le développement de l'accueil. Les accueils mis en place sur le temps périscolaire relèvent

des actions éligibles au CEJ. Ces dernières comprennent les accueils périscolaires bénéficiant de la PS ALSH mais aussi les garderies périscolaires non déclarées. En effet, en 2006, la Cnaf a souhaité maintenir son soutien auprès de communes dans ce domaine lors de l'évolution de la réglementation relative à l'accueil de mineurs hors du domicile parental et de l'évolution des contrats temps libres vers les CEJ. Sont exclues du financement au titre du CEJ les dépenses liées au temps scolaire et à la scolarité de l'enfant : fonctionnement de l'école, restauration et transport scolaire.

À quelle hauteur se situent les financements ?

L'activité sur le temps périscolaire est la plus importante en volume d'actes, quel que soit l'âge des enfants accueillis. En 2010, les CAF ont engagé 407 millions d'euros en faveur des accueils de loisirs sans hébergement, au titre de la PS ALSH et de leur dotation d'action sociale et 410 millions d'euros pour le volet jeunesse du CEJ. Dans les deux cas, une part concerne les temps périscolaires. ■

Former les agents des accueils périscolaires

Par Jean-Yves L'Helgoualc'h



© Jean-Yves L'Helgoualc'h - La JPA

AU QUESSOY,
UNE COMMUNE RURALE
DES CÔTES D'ARMOR,
LES AGENTS ÉDUCATIFS
EN CHARGE DE
L'ACCUEIL PÉRISCOLAIRE
SE FORMENT AVEC
LES CEMEA¹
DE BRETAGNE.

Ce mercredi matin, l'équipe féminine des vingt-cinq agents éducatifs territoriaux des trois écoles du Quessoy dans les Côtes d'Armor se retrouve en formation dans la salle de restauration du centre de loisirs. Ce cycle piloté par les Ceméa de Bretagne leur est proposé par leur employeur la mairie : sept demi-journées sur l'année, soit 28 heures sur le temps salarié consacré à la formation.

« C'est le résultat d'une volonté politique forte sur cette commune rurale de 3 500 habitants, en pleine croissance démographique. La qualité de l'accueil éducatif passe aussi par la formation » indique Rodolphe Le Breton, coordonnateur Enfance Jeunesse de la commune présent au stage. Former aux missions éducatives des temps d'accueil autour de l'école répond aujourd'hui à la demande des parents. Bon nombre d'élus territoriaux sont entrés dans cette démarche. De nouveaux métiers se dessinent.

CONSTRUCTION COLLECTIVE
« Le besoin d'appartenir à une communauté éducative est fort chez les agents territoriaux » explique David Bizière, responsable de la formation aux Ceméa de Bretagne chargé de conduire ces journées.

La recherche de cohérence éducative au sein de l'équipe est l'axe majeur de cette formation. Ce partage d'objectifs éducatifs ne s'arrête pas aux animateurs. Il faut associer également les enseignants. La mise en place d'un règlement commun pour l'usage de la cour d'école par les enfants et la façon pour les adultes de le faire respecter peut être l'objet d'une construction collective. La pause méridienne également, si on veut avant tout considérer ce temps de vie de l'enfant comme un vrai moment de détente tout en prenant en compte la continuité éducative.

L'équipe du Quessoy est donc en train de construire une charte du temps du repas. Ce livret sera à destination des parents et enseignants. Y figureront, entre autres, les règles de vie élaborées avec les enfants, règles qui ne

**... [les] règles
qui ne seront
pas une liste
à la Prévert
d'interdits ou
de sommations.**

seront pas une liste à la Prévert d'interdits ou de sommations. Le livret sera présenté lors des conseils d'école de fin d'année des trois établissements scolaires de la commune. « Nous en attendons beaucoup » précise Rodolphe Le Breton. « Il participera à ce partage de culture professionnelle encore bien timide aujourd'hui ». En effet, les agents sont soucieux d'une meilleure communication avec les

enseignants. Leur participation au conseil d'école n'est pas un fait acquis. Il faut encore convaincre les équipes d'enseignants du travail éducatif réalisé sur les temps d'accueil et de restauration scolaire. « C'est parfois difficile d'être vraiment reconnue » regrette une stagiaire. « Même si ça a beaucoup évolué ». Sans doute faudra-t-il créer des espaces de rencontres et d'échanges professionnels

▲ La commune de Quessoy forme ses agents éducatifs. À gauche, Rodolphe Le Breton coordonnateur enfance jeunesse de la commune.

dans l'environnement éducatif de l'école. « Le cadre du CEL² s'y prête » ajoute Rodolphe Le Breton. « Il faut maintenant que l'ensemble de la communauté éducative y adhère ».

Les maires des communes rurales avoisinantes ne sont pas en reste, ils sont très attentifs et intéressés par cette démarche dynamique. Ils sont demandeurs, dans le cadre d'un CEL rural, d'une appropriation de l'expérience acquise sur le Quessoy et d'une mutualisation de moyens à l'échelle du canton. Alors l'accueil périscolaire, une compétence à développer au sein des communautés de communes en milieu rural ? Ici, au pays de Quessoy, on n'en doute pas une seconde ! ■

(1) Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active.

(2) Contrat éducatif local.



© RFVE

Où vont les temps périscollaires ?

Propos recueillis par Jean-Louis Colombiès



© Fédération Léo Lagrange

EN CLÔTURE DE CE DOSSIER, LA JPA A SOUHAITÉ ABORDER LES ENJEUX ÉDUCATIFS ET SOCIAUX DES TEMPS PÉRISCOLAIRES DURANT LA JOURNÉE À L'ÉCOLE, MAIS AUSSI LEUR COÛT ET L'OPPORTUNITÉ D'EN FAIRE DES OBJETS DE COÉDUCATION.

ELLE A ORGANISÉ UNE TABLE RONDE AVEC MARIE-LAURE DAVY DE LA FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE, MICHELLE OLIVIER DU SNUIPP-FSU¹, CHRISTIANE ALLAIN DE LA FCPE² ET MIREILLE ABBAL DU RÉSEAU FRANÇAIS DES VILLES ÉDUCATRICES (RFVE).



© Snuipp-FSU

Quels sont selon vous, les enjeux éducatifs des temps périscollaires ?

Marie-Laure Davy : L'accueil du matin, c'est l'éveil en douceur pour la grande journée en collectivité qui va suivre. La pause méridienne doit être un vrai temps de pause et de restauration indispensable au rythme journalier. Plus longue, elle permet des activités éducatives ciblées. Le soir, la pression de la journée scolaire doit redescendre avant le retour en famille. Matin et soir sont des temps importants entre les « différentes vies » de l'enfant.

Michelle Olivier : Rappelons que certains enfants vivent douze heures en collectivité. Il faut réfléchir aux cohérences entre ces divers temps et avec l'école, sans oublier leur spécificité au niveau du lieu, des personnels et des activités. L'enfant qui arrive le matin

avec « son pyjama sur la tête » aura envie de terminer sa nuit. Sur la pause méridienne, le dossier de *Loisir Education* est très complet. Juste un ajout : l'aide personnalisée crée une inégalité en réduisant la pause de certains enfants. Après la classe, on doit aider l'enfant à créer un équilibre car les activités se chevauchent parfois avec les études surveillées, l'aide aux devoirs... Le Snuipp le rédit : les devoirs à la maison peuvent être très discriminants. Les temps périscollaires participent à la réussite scolaire des enfants. Ils sont collectifs, éducatifs, conviviaux, cela doit se combiner même si c'est compliqué.

Christiane Allain : Je confirme que les temps périscollaires, comme tous les temps collectifs, sont éducatifs. Ils sont

fondamentaux dans l'organisation de la journée scolaire et doivent être encadrés par des personnels formés. L'élève est avant tout un enfant et il a besoin de transitions entre ses différents temps de vie : parfois, ce temps d'accueil du matin fait suite à un transport scolaire long et parfois « énervant », ce « sas »

« ...les devoirs à la maison peuvent être très discriminants »

Michelle Olivier, du Snuipp-FSU

doit donc être calme, avec des activités ludiques et si besoin un petit déjeuner. Concernant le midi, nous réclamons quatre-vingt-dix minutes de pause méridienne avec un temps de restauration dans des locaux adaptés, respectueux des règles d'hygiène alimentaire et du vivre ensemble... Attention ! Sans activités organisées, pas d'autres choix que la cour de récréation pendant trois quart d'heure, avec tous les dangers possibles, en particulier le harcèlement

▲ De gauche à droite et de haut en bas : Mireille Abbal, administratrice du Réseau français des villes éducatrices (RFVE), Marie-Laure Davy, directrice Qualité, innovation et ressources à la Fédération Léo Lagrange, Christiane Allain, secrétaire générale de la FCPE et Michelle Olivier, secrétaire nationale du Snuipp-FSU.

entre pairs et l'excitation ! Concernant la fin de journée, la FCPE est naturellement contre les devoirs à la maison discriminants, le soutien scolaire ou l'aide personnalisée. Tout cela relève du temps scolaire, il faut donc absolument récupérer celui perdu avec l'instauration de la semaine des quatre jours.

Mireille Abbal : À Tournefeuille, dont je suis adjointe au maire, déléguée à l'éducation et à l'enfance, 86% des enfants ont en moyenne 8h30 de présence dans l'école et donc fréquentent les trois temps. D'où l'enjeu des rythmes, des cohérences, des transitions... Les

accueils du matin et du soir sont échelonnés, le projet doit appréhender cette particularité. La qualité de ces temps dépend de la qualification des personnels. Leur présence permanente est le fil rouge de la journée de l'enfant. Ils permettent aux familles de faire le lien entre les différents temps y compris parfois le temps scolaire, parce que pour diverses raisons, les parents ont de moins en moins de contact avec les enseignants. L'école est certes le lieu incontournable de l'accès à la connaissance, mais tout ne peut pas se faire à l'école.

Quelles sont les attentes des familles par rapport aux temps périscolaires ?

Michelle Olivier : Les exigences sociales augmentent sur l'amplitude horaire comme sur la qualité de la nourriture, la qualification des personnels. Les parents séparés, le travail précaire qui touche davantage les femmes, pèsent sur cette demande. En zone rurale ces accueils sont un facteur de maintien d'écoles. Pour les enseignants les temps périscolaires participent au climat général de l'école et donc à la réussite des élèves. Ils souhaitent des règles de vies harmonisées sur un espace partagé et des temps successifs. Le périscolaire devient un « mille feuilles » complexe. Dans le même temps, l'école n'est plus le seul lieu d'apprentissage de connaissances et de compétences. Il faut donc penser les temps scolaire et périscolaire en cohérence et non en concurrence. Par exemple, l'accompagnement éducatif doit accompagner la scolarité mais non s'y substituer. La clarification des missions doit permettre un même projet éducatif ambitieux pour un citoyen émancipé et autonome.

Christiane Allain : Le travail des femmes, les horaires

contraignants, l'habitat éloigné... créent un réel besoin de garde et une exigence de service rendu. Mais pour la majorité des parents le temps périscolaire n'est pas un lieu où on dépose le gamin comme un paquet. Ils ont aussi des attentes fortes sur de bonnes conditions d'accueil. Tous les adultes qui encadrent un enfant sont co-éducateurs, que ça soit le personnel de cuisine, de service, d'animation ou les personnels municipaux.

Mireille Abbal : Les collectivités sont très à l'écoute. Les familles ont aussi le souci des besoins de leurs enfants. À Tournefeuille, certains parents demandaient qu'on étende les horaires périscolaires ; nous avons mis en place une commission extra municipale sur ce thème... Au fil des débats, chacun a pris conscience, que, quelque soit la qualité de ces temps, l'enfant reste encore dans un lieu collectif qui génère de la fatigue. Nous réfléchissons à des solutions pouvant répondre à certaines contraintes familiales, à travers des dispositifs intergénérationnels ou favorisant les solidarités de voisinage, sans pour autant toucher à l'amplitude horaire des temps périscolaires. C'est intéressant parce qu'on passe d'une demande parentale à une culture commune sur la qualité de vie des enfants.

Marie-Laure Davy : Les mouvements d'éducation populaire sont conscients de rendre un service de garde aux familles mais ils souffrent encore globalement d'une perception trop faible de l'importance et de la qualité éducatives de leur intervention dans ces temps périscolaires. Notre reconnaissance réelle de co-éducateurs n'est

« Mais pour la majorité des parents le temps périscolaire n'est pas un lieu où on dépose le gamin comme un paquet. »

Christiane Allain, de la FCPE



© Jean-Louis Colombès - La JPA

pas toujours acquise. Et ce malgré nos efforts importants via des chartes de qualité ou autres initiatives. Pour certaines familles cela reste un simple temps de garderie. Nous insistons sur l'importance de travailler ensemble dans le projet d'école avec les directeurs d'écoles, les enseignants, mais des incompréhensions, des difficultés demeurent souvent cristallisées sur l'harmonisation des règles de vie. Toutefois, cela évolue.

Mireille Abbal : Les choses s'apaisent. Au départ, chacun a des représentations. La reconnaissance des compétences et des champs d'interventions de chacun permet de mieux travailler ensemble.

Ces temps doivent-ils être gratuits au même titre que l'école ? Faut-il aller vers un service public des temps périscolaires avec une compétence obligatoire des collectivités territoriales en la matière ? Et quelle place auraient les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public (Aecep) ?

▲ Les temps périscolaires doivent-ils être gratuits au même titre que l'école ?

Christiane Allain : Les temps périscolaires ne sont pas obligatoires. Mais l'accès à ces temps éducatifs qui aident l'enfant à entrer dans les apprentissages doit être favorisé par leur gratuité. L'aspect financier ne doit pas être un obstacle à leur fréquentation, en particulier pour la restauration du midi, et ce pour toutes les familles qui en font la demande. Cette accessibilité repose aujourd'hui sur les collectivités locales. L'action des Aecep évite aussi que n'importe qui intervienne sur ces temps-là.

Mireille Abbal : Dans ma commune 98% des enfants sont inscrits à la restauration scolaire. Bien que cette dernière ne rentre pas dans le champ des compétences obligatoires des communes, la plupart d'entre elles l'exerce de fait et l'assume. Dans l'absolu ces temps éminemment éducatifs devraient être gratuits mais aujourd'hui ce n'est pas le cas même si les collectivités font en sorte qu'il n'y ait pas discrimination par l'argent. En inscrivant les temps périscolaires dans des



dispositifs déclarés type Claé³, on en assure la qualité par le taux d'encadrement et la qualification des animateurs. Mais l'impact financier pour les collectivités est un obstacle à la généralisation de ce type de dispositifs, d'autant que la baisse de l'engagement financier des CAF⁴ nous met en difficulté. Dans l'appel de Bobigny⁵, signé par la quasi totalité des acteurs éducatifs, les communes du Réseau français des villes éducatrices, soutiennent le développement et la reconnaissance nationale par la loi des projets éducatifs de territoire, assurant la cohérence éducative entre tous les acteurs. Cette reconnaissance doit s'accompagner de la création d'un fonds national de soutien et de péréquation pour les temps périscolaires et extrascolaires accompagné par la Cnaf⁶. L'enjeu c'est de donner à tous les enfants sur le territoire français les mêmes chances de s'éduquer et de s'épanouir.

Marie-Laure Davy : Tout cela rejoint forcément le projet éducatif local, l'accompagnement par les CAF et les priorités politiques des collectivités, même si elles sont de plus en plus étranglées finan-

cièrement par la réforme des collectivités territoriales. Quand les activités périscolaires sont déclarées, l'encadrement prévu par la réglementation permet une autre qualité que la simple garderie. Mais elle a un coût en postes d'animateur. Des emplois souvent précarisés que nous avons du mal à pérenniser aujourd'hui.

Michelle Olivier : L'argent ne peut être un critère qui écarterait les familles les plus modestes car leurs enfants ont encore plus besoin de ces temps pour murir et grandir. Mais une compétence obligatoire poserait la question des moyens. Là, encore, nous avons besoin de clarifier les responsabilités et la répartition des moyens entre état et collectivités. Tout financement ne peut pas reposer sur les seules collectivités territoriales. L'intervention des Aecp dans le périscolaire qui relève déjà d'une mission de service public y aurait toute sa place. Pour le Snuipp, la question de l'élaboration d'une charte éducative de l'animation périscolaire doit être clairement posée. C'est le sens de ce débat qui s'inscrit dans l'appel de Bobigny dont nous sommes tous signataires ici.

Ces temps sont ils un levier pour la coéducation, un objet pour renforcer les liens entre l'école et son environnement ?

Mireille Abbal : Les temps périscolaires sont un levier pour la coéducation quand ils s'articulent avec le projet d'école et le projet éducatif local. C'est une occasion pour ouvrir l'école sur son environnement. Au-delà des apprentissages fondamentaux à l'école, les temps périscolaires peuvent amener

à d'autres connaissances et compétences pratiques comme l'éco citoyenneté, l'urbanisme dans un ancrage de terrain. On fait par exemple du compost avec des déchets du tri sélectif de la restauration scolaire pour les jardins des écoles. Les enseignants peuvent s'emparer aussi de cette démarche. On travaille avec des associations, on associe les familles, bref on peut mobiliser l'ensemble des ressources éducatives d'un territoire. Cela nécessite du temps de concertation pour coproduire des projets, temps non reconnu aujourd'hui institutionnellement.

Marie-Laure Davy : « *Il faut tout un village pour éduquer un enfant* »⁷, plus les divers acteurs éducatifs travailleront autour d'un projet global et partagé, plus ces temps seront riches. Un projet politique enfance jeunesse national doit donner une impulsion forte, c'est ce que revendique l'appel de Bobigny.

Michelle Olivier : Tous les temps concourent à la réussite scolaire et éducative. À l'école comme sur les temps périscolaires, on fait des rencontres avec la culture, le sport, on développe sa capacité d'autonomie, de vivre ensemble. Le projet éducatif local peut permet-

tre de mieux structurer l'ensemble des dispositifs, d'éviter à la fois la redondance et la contradiction, le conflit parfois, et de proposer une articulation entre tous. En effet, l'enfant se construit grâce à ces interférences entre temps scolaire et périscolaire, l'un et l'autre visant la réduction des inégalités. À condition de s'approprier une culture et un langage communs.

Christiane Allain : Pour construire un projet cohérent englobant tous les temps de l'enfant, il existe le conseil d'école. Toute la communauté éducative, enseignants, parents d'élèves, collectivités locales y siègent.

Mireille Abbal : Oui dans l'absolu pour décliner sur un territoire plus réduit un projet éducatif global. Mais la pratique de la plupart des conseils d'école, c'est plutôt aujourd'hui la présentation de projets que la coproduction de projets.

Marie-Laure Davy : Dés l'élémentaire, une sorte de barrière se crée. Les parents ne rentrent plus dans l'école. Ils parlent souvent plus facilement avec les animateurs, y compris de l'école.

Michelle Olivier : C'est vrai. Certains parents auront plus de facilité à rencontrer les animateurs pour des questions d'horaire mais aussi, et cela doit interroger l'école, parce que c'est un temps moins « stigmatisant » scolairement parlant. Lorsqu'ils ont des enfants en difficultés scolaires.

Christiane Allain : Les représentants des personnels périscolaires ne sont pas membres de droit au conseil d'école et à ce titre n'y siègent pas, ce qui est dommageable, car ils ont un rôle de rapprochement de la famille avec l'école et sont coéducateurs. Une réflexion doit être engagée afin que ce conseil d'école devienne vraiment une instance de concertation éducative. ■

(1) Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc – Fédération syndicale unitaire.

(2) Fédération des conseils de parents d'élèves.

(3) Centre de loisirs associé à l'école.

(4) Caisse d'allocations familiales.

(5) Disponible sur www.villeseducatrices.fr

(6) Caisse nationale des allocations familiales.

(7) Proverbe sénégalais.

ACCUEILS
ET TEMPS
PÉRISCOLAIRES

BROCHURES

Vers la continuité

éducative : mode d'emploi

Élaborée par un groupe de travail de la Jeunesse au plein air de Haute-Garonne ; Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche ; Inspection académique de Haute-Garonne. – Toulouse : Inspection académique de Haute-Garonne, octobre 2005. – 42 p.

Le CLAE : mode d'emploi

Élaborée par un groupe de travail de la Jeunesse au plein air de Haute-Garonne. – Toulouse : Inspection académique de Haute-Garonne, décembre 2000. – 31 p.

REVUES

Utilisation des temps
périscolaire et extrascolaire

Bulletin d'informations (UDAF 74), n° 35, décembre 2007, 12 p.

Le temps périscolaire

Études et résultats (Drees), n° 611, novembre 2007, 8 p.

DOSSIERS

Accueil périscolaire et
préscolaire

In *Le délégué de l'Éducation nationale* (DDEN), n° 224, septembre 2010, p. 18-22

L'apport éducatif des activi-
tés périscolaires

In *Camaraderie* (Les Francas), n° 287, octobre-décembre 2009, p. 9-16

L'accompagnement
éducatif : quand l'Éduca-
tion nationale investit
le hors temps scolaire

In *Animation & éducation*

(OCCE), n° 208, janvier-février 2008, p. 13-36

Les activités périscolaires :
offres et pratiques

In *La Communale* (Andev), n° 38, décembre 2006, p. 2-10

Les valeurs éducatives
du temps libre : au-delà de
l'école... l'action éducative

In *Camaraderie* (Les Francas), n° 275, octobre-décembre 2006, p. 9-16

ARTICLES

L'action de la branche
famille dans le domaine
des activités périscolaires
et extrascolaires

Dominique Noguès. – In *Informations sociales* (CNAF), n° 161, septembre-octobre 2010, p. 66-69

Les enjeux des accueils
périscolaires

Roselyne Van Eecke. – In *Le journal de l'animation*, n° 111, septembre 2010, p. 74-79

Le temps à l'école ne se
réduit pas au temps scolaire

Jean-Louis Colombiès. – In *Loisirs éducation* (La JPA), n° 431, juin 2009, p. 24

Tous les accueils
périscolaires doivent-ils
établir un projet éducatif ?

Bruno André Burel. – In *Loisirs éducation* (La JPA), n° 424, septembre 2007, p. 33

Une journée à deux temps

In *Léo* (Léo Lagrange), n° 8, été 2006, p. 4-6

INTERNET

 www.fcpe.asso.fr
Site de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, rubrique « Hors du temps scolaire »

 www.andev.fr
Site de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France (Andev)

RYTHMES
DE VIE
DE L'ENFANT

OUVRAGES

La famille désarticulée.

Les nouvelles contraintes
de l'emploi du temps

Laurent Lesnard. – Paris : PUF, 2009. – 213 p. – (Le lien social)

Rythmes de vie et rythmes
scolaires : aspects chrono-
biologiques et chronopsy-
chologiques

Sous la direction de François Testu ; Geneviève Bréchon, René Clarisse, Roger Fontaine, Nadine Le Floc'h. – Paris : Masson, 2008. – 175 p. – (Psychologie)

Les rythmicités de l'enfant :
des rythmes sous influence

Nadine Le Floc'h. – Paris : La JPA, 2004. – 53 p. – (Les Conférences de La JPA ; 2)

ÉTUDE

Organisation du temps
libre et pratiques collec-
tives. (1), De la maternelle
à l'école primaire

Isabelle Monforte ; Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes. – *Bulletin de l'Ovej*, n° 26-31, mars 2010, 25 p.

RAPPORT

Temps des familles,
temps des enfants : autour
de la scolarité. Conférence
de la famille 2007

Rapport de propositions remis à Philippe Bas, ministre de la Santé et des Solidarités ; Patrick Hetzel, Agathe Cahierre. – Paris : la Documentation française, avril 2007. – 102 p. – Disponible sur www.ladocumentationfrancaise.fr, rubrique « Rapports publics »

ARTICLE

Temps de l'enfant, temps
sociaux : les priorités

François Testu. – In *Spécial enseignant* (La JPA), janvier 2008, p. 5



Loisirs Éducation

La revue de La JPA

N°437 décembre 2010 et N°439 Juin 2011

Confédération des organisations laïques de vacances et de loisirs d'enfants, d'adolescents et de jeunes

21, rue d'Artois - 75008 PARIS

Tél.: 01 44 95 81 20 - Fax : 01 45 63 48 09

Mél : lajpa@jpa.asso.fr

Site Internet : www.jpa.asso.fr

Publication trimestrielle

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION : Jacques HENRARD • RESPONSABLE DE LA REVUE : Evelyne COGGIOLA-TAMZALI • SECRÉTARIAT DE RÉDACTION : Evelyne COGGIOLA-TAMZALI, Bernard LAVAL, Olivier MASSON • COMITÉ DE RÉDACTION : Bruno ANDRÉ-BUREL, Eric BLANC, Evelyne COGGIOLA-TAMZALI, Jean-Louis COLOMBIÈS, Patricia DESCHAMPS, Jean-Luc DUBOIS, Isabelle GIFFART, Bernard LAVAL, Jean-Yves LHEL-GOUALC'H, Christelle MAGDELAINE, Olivier MASSON, Albert SOUSBIE • ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Denis QUEVA, Francis VERNHES, Nadine LE FLOC'H et Jean-Marc SUARNET • CONCEPTION/RÉALISATION : Gilles L'HOSPITALIER - Tél. : 06 22 76 01 23 • IMPRESSION : Imprimerie Centr'imprim Tél. : 02 54 03 31 32 •

